

ANNONCE

La SARL **DK News** vous informe que nous basculons notre adresse mail et site de « .com » à « .dz »
Veuillez trouver ci-joint la nouvelle adresse et le nouveau mail : **Site: www.dknews.dz / e-mail: contact@dknews.dz**
Pour plus d'information veuillez nous contacter au numéro : (00213) 28.05.33.32 / 028.05.31.61

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Lundi 8 décembre 2025 / 17 jumada al thani 1447 - N° 3973 - 13^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



Le député CHEBBAL ABDELLAH MADJID "ANTAR"
www.dknews.dz
e-mail: contact@dknews.dz

PARTENARIAT STRATÉGIQUE

La Chine réserve une place privilégiée à l'Algérie dans son prochain plan quinquennal

P. 24

COOPÉRATION

Renforcement des relations algéro-sud-africaines lors d'une rencontre de haut niveau

P. 24

**MERCREDI 10 DÉCEMBRE 2025
À 10H30**

L'historien et ancien diplomate Abd-El-Naceur Belaïd invité du Forum DK News

P. 2

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET L'ESSOR DES STARTUPS

L'Algérie s'affirme comme moteur continental de l'innovation numérique

L'Algérie vit une transformation profonde de son paysage entrepreneurial, portée par une volonté politique clairement assumée et par l'émergence d'une génération de jeunes talents qui redessinent les contours de l'économie nationale. Ces dernières années, l'écosystème des startups algériennes s'est hissé au rang des expériences les plus dynamiques du continent, accumulant distinctions et récompenses internationales. Ce mouvement ascendant, soutenu au plus haut niveau de l'État, s'est illustré une nouvelle fois à Alger lors de la 4^e édition de la Conférence africaine des startups, un événement qui consacre le rôle central de l'Algérie dans la construction du numérique africain. P. 3



ALGÉRIE - BANQUE MONDIALE

La Banque mondiale value la dynamique économique et prévoit une croissance durable portée par le secteur privé

P. 6

BECHAR - TRAGIQUE ACCIDENT SUR LA RN 50

Le gouvernement au chevet des victimes

P. 4

AFFAIRES RELIGIEUSES

Une vaste opération de restauration du patrimoine religieux lancée sous l'impulsion des autorités

P. 3

SANTÉ

Comment prévenir l'obésité infantile ?

P. 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 MOBILIS - JSK - USMA AUJOURD'HUI À 17H45 AU STADE HOCINE-AÏT AHMED
Un classico déterminant à Tizi-Ouzou pour deux équipes en quête de confirmation

Par F. Yanis



P. 21

ADRAR

Un Festival du théâtre du Sahara qui propulse la culture au cœur du Sud

P. 16

PROTECTION CIVILE
Sécurité routière et risques domestiques : un lourd bilan de 19 morts en 24 heures à travers le pays

P. 2

MERCREDI 10 DÉCEMBRE 2025
À 10H30L'historien et ancien
diplomate Abd-El-Naceur
Belaïd invité du Forum
DK News

Le Forum DK News recevra, ce mercredi 10 décembre 2025, l'historien et ancien diplomate Abd-El-Naceur Belaïd, qui animera une conférence consacrée à « L'impact international des manifestations du 11 décembre 1960 ».

Cette rencontre se déroulera au Centre de presse Cherbal Abdelmadjid, au siège du quotidien DK News, sis 3, rue du Djurdjura, Ben Aknoun – Alger.

PROTECTION CIVILE

Sécurité routière et risques domestiques : un lourd bilan de 19 morts en 24 heures à travers le pays



La Protection civile a fait état, dimanche, d'un bilan alarmant de 19 décès et 226 blessés enregistrés en seulement vingt-quatre heures sur les routes du pays.

L'accident le plus meurtrier a été signalé dans la wilaya de Béni Abbès, où le dérapage d'un bus de transport de voyageurs sur la RN 50, au niveau de la commune de Tabelbala, a provoqué la mort de quatorze personnes et blessé trente-quatre autres.

Un choc d'une extrême violence qui a mobilisé d'importants moyens de secours et suscité une vive émotion dans la région. Parallèlement à ces drames routiers, la Protection civile a également signalé plusieurs cas d'intoxication au monoxyde de carbone dans différentes wilayas.

Deux victimes âgées de 50 et 85 ans ont succombé à Hussein Dey après l'inhalation du gaz émanant d'un chauffe-eau, tandis que deux autres personnes de 23 et 25 ans ont perdu la vie à Miliana (Aïn Defla) pour les mêmes raisons. Au total, 26 citoyens ont dû être pris en charge dans l'urgence pour des incommodités causées par leurs appareils de chauffage ou de chauffe-bain.

Les unités de secours sont également intervenues pour maîtriser des explosions de gaz ayant provoqué plusieurs incendies dans les wilayas d'El Mégaher, Chlef, El Bayadh et Sidi Ahmed Bel Abbès, ainsi que pour l'extinction de six incendies urbains à Alger, Jijel, Tizi Ouzou, Batna et Biskra.

Ces incidents graves mettent une nouvelle fois en lumière la nécessité d'une vigilance accrue face aux dangers du gaz, mais aussi d'un respect strict des règles de sécurité routière, alors que la saison hivernale s'installe et que les risques s'intensifient.

R.L

ORAN

Un trafiquant dangereux arrêté avec un important lot de drogues dures



Les services de la Sûreté de wilaya d'Oran ont annoncé l'arrestation d'un dangereux trafiquant de drogues dures, membre d'un réseau criminel organisé, à la suite d'une opération méticuleusement préparée par la Brigade de lutte contre la criminalité urbaine de la daïra de Bir El Djir.

Cette intervention a permis la saisie d'une quantité notable de substances prohibées, confirmant le caractère structuré et étendu de ce réseau.

L'opération a été déclenchée après que les enquêteurs ont reçu des informations fiables faisant état d'activités suspectes menées par le mis en cause.

Une surveillance étroite de ses déplacements a été mise en place, permettant aux policiers d'intercepter le suspect à bord d'un véhicule qu'il utilisait comme moyen de transport et de distribution des drogues au sein du tissu urbain.

La fouille effectuée sur place et lors de la perquisition a permis la saisie de 4,5 kg de kif traité, 150 g de cocaïne et 3 533 comprimés psychotropes de type « ecstasy ».

Les policiers ont également récupéré la somme de 17 500 DA ainsi que plusieurs téléphones portables utilisés dans les opérations de communication interne du réseau.

Le suspect a été transféré au siège de la brigade de lutte contre la criminalité urbaine, où une enquête a été ouverte afin d'identifier d'éventuels complices et de démanteler l'ensemble de la chaîne criminelle.

Les autorités soulignent que cette saisie constitue un nouveau succès dans la lutte contre les drogues dures, un fléau qui continue de menacer la jeunesse et la sécurité publique.

R.L

BOUKADIR

Un réseau de trafiquants démantelé après une opération ciblée

Les services de police de Boukadair, relevant de la sûreté de wilaya de Chlef, ont réussi un coup de filet significatif en démantelant un réseau spécialisé dans le trafic de drogues et diverses substances illicites.

Cette opération d'envergure, menée par la brigade de la police judiciaire, a été rendue possible grâce à des investigations approfondies et à des techniques de filature minutieuses.

Le principal suspect, un jeune homme de 24 ans recherché pour trafic de stupéfiants, a été interpellé à son domicile à Oued Sali.

La perquisition, effectuée sous la supervision du parquet, a permis la découverte d'un stock alarmant de substances prohibées : 180 capsules de "Prégabaline" 300 mg d'origine étrangère, 15 comprimés d'ecstasy, une somme de 42 000 DA issue du trafic, ainsi que des armes blanches prohibées dont des couteaux de type "Bouchia" et un "cutter".

L'enquête ne s'est pas arrêtée à cette première étape.

L'exploitation des données recueillies a conduit les policiers à identifier cinq autres complices, dont deux femmes, impliquées dans le même réseau criminel.

Leur interpellation a donné lieu à de nouvelles perquisitions, permettant la saisie de 17 comprimés de "tramadol" ainsi qu'une quantité de cannabis traité.

Les enquêteurs soulignent que ce réseau opérait de manière structurée, avec une répartition précise des tâches et un mode opératoire destiné à dissimuler les transactions illicites.

Après la finalisation des procédures légales, les six suspects ont été placés sous mandat judiciaire et présentés devant le tribunal de Boukadair.

Les autorités rappellent que cette opération s'inscrit dans une stratégie volontariste de lutte contre le trafic de drogues, un phénomène qui touche de plus en plus de communes et menace directement la sécurité des citoyens.

R.L

Horaire des prières



Fajr : 06h12
Dohr : 12h38
Asr : 15h12
Maghreb : 17h31
Isha : 18h58

MÉTÉO

	Alger	Oran	Annaba	Béjaïa	Tamanrasset	
	15°	15°	14°	12°	24°	09°
						08°
						10°
						10°

BÉNI ABBES

Tragique accident de la route, 14 morts et dix blessés évacués vers l'Hôpital Central de l'Armée d'Aïn Naâdja, à Alger



Un dramatique accident de la route survenu samedi dans la wilaya de Beni Abbès a coûté la vie à 14 personnes, dont deux militaires, et a provoqué plusieurs blessures graves.

Dix blessés ont été évacués d'urgence vers l'Hôpital Central de l'Armée d'Aïn Naâdja, à Alger, pour bénéficier de soins spécialisés, selon un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Le bus impliqué dans l'accident s'est renversé, entraînant un bilan humain lourd.

En exécution des directives du Général d'Armée Saïd Chanegriha, les services de l'Armée Nationale Populaire sont intervenus rapidement pour garantir l'assistance médicale nécessaire aux victimes.

Cet incident souligne la vulnérabilité du transport routier et met en évidence l'importance des mesures de prévention et de sécurité pour protéger les citoyens.

La réactivité des services de secours, saluée par les autorités, a permis de limiter le nombre de victimes supplémentaires et de coordonner efficacement l'évacuation des blessés.

R.N

OUM EL BOUAGHI

Deux femmes périssent dans un dramatique accident domestique à Aïn Beïda

Un nouveau drame lié au monoxyde de carbone a endeuillé, dimanche, la commune d'Aïn Beïda dans la wilaya d'Oum El Bouaghi. Selon un communiqué de la Direction de la Protection civile, deux femmes âgées de 30 et 50 ans ont été retrouvées sans vie dans une habitation du quartier "Boughalem Mohamed", après avoir été exposées à des émanations mortelles de ce gaz incolore et inodore.

L'intervention des équipes de secours a été déclenchée peu après midi, mais les victimes étaient déjà décédées lors de leur prise en charge. Le chauffage defectueux à l'origine de la fuite est pointé du doigt dans cet accident qui relance, une fois de plus, les mises en garde sur les risques domestiques en période hivernale.

Les dépourvues des deux femmes ont été transférées à la morgue de l'hôpital Salah Zerdani pour les procédures habituelles. Les services de sécurité territoriale ont, de leur côté, ouvert une enquête afin d'établir avec précision les circonstances du drame et déterminer les causes exactes de cette tragédie.

Ce nouveau cas d'asphyxie vient s'ajouter à une série d'incidents similaires enregistrés ces dernières semaines dans plusieurs régions du pays, rappelant l'impérieuse nécessité de renforcer la prévention, la sensibilisation et le contrôle des appareils de chauffage dans les foyers.

R.N

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET L'ESSOR DES STARTUPS

L'Algérie s'affirme comme moteur continental de l'innovation numérique

L'Algérie vit une transformation profonde de son paysage entrepreneurial, portée par une volonté politique clairement assumée et par l'émergence d'une génération de jeunes talents qui redessinent les contours de l'économie nationale.

Par **Abed Meghbt**

Ces dernières années, l'écosystème des startups algériennes s'est hissé au rang des expériences les plus dynamiques du continent, accumulant distinctions et reconnaissances internationales.

Ce mouvement ascendant, soutenu au plus haut niveau de l'État, s'est illustré une nouvelle fois à Alger lors de la 4e édition de la Conférence africaine des startups, un événement qui consacre le rôle central de l'Algérie dans la construction du numérique africain.

Dans son message adressé aux participants et au Premier ministre, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à faire de l'innovation un moteur de croissance national et continental.

Il a rappelé l'ambition stratégique d'atteindre 20.000 startups d'ici 2029, contre environ 13.000 actuellement, un chiffre inimaginable il y a cinq ans, lorsque le pays ne comptait que 200 jeunes pousses.

Pour le chef de l'État, l'essor spectaculaire de cet écosystème n'est pas un hasard mais le résultat d'une stratégie globale fondée sur l'accompagnement, la formation, la création de valeurs et la souveraineté technologique.

Cet engagement politique a porté ses fruits sur la scène internationale.

En juin dernier, l'Algérie a décroché le prestigieux prix « Champion des politiques entrepreneuriales » au Forum mondial de l'entrepreneuriat (GEC) à Indiana, aux États-Unis.

Cette distinction, disputée par plus de cinquante pays, honore les États ayant instauré les politiques publiques les plus efficaces pour stimuler la création et la croissance des startups.

Les promoteurs de ce prix ont salué les réformes algériennes, notamment la mise en place d'un cadre juridique simplifié, d'un système fiscal incitatif, de programmes d'accompagnement performants et d'instruments financiers spécialisés – dont les fonds d'investissement dédiés aux startups –, autant de leviers qui placent aujourd'hui l'Algé-

rie à l'avant-garde de l'innovation en Afrique.

Ce dynamisme n'est également reflété dans les parcours individuels de plusieurs startups algériennes qui se sont illustrées lors de grands événements internationaux.

La startup FARM AI a décroché la deuxième place du concours mondial Tech4Good du groupe Huawei grâce à une solution d'intelligence artificielle capable de détecter précisément la rouille du blé à l'aide de drones, un projet salué pour son impact direct sur la sécurité alimentaire.

Deux étudiants de l'École nationale polytechnique d'Algier ont, de leur côté, brillé au Moscow Startup Summit, tandis que la startup Gardens of Babylon – GB Vertical s'est distinguée en remportant le prix ARLEM 2025 de l'entrepreneuriat local dans la région euro-méditerranéenne.

La jeune poussée Nrecycli, engagée dans l'économie circulaire, a quant à elle décroché le prix des jeunes entrepreneurs sociaux à Doha, confirmant la diversité et la maturité croissante des projets algériens.

Ces réussites individuelles témoignent d'un mouvement de fond.

En quelques années seulement, l'Algérie a su créer un environnement fertile reliant les startups aux universités, aux centres de recherche, aux entreprises publiques et privées et aux institutions financières.

L'accent mis sur l'innovation, la numérisation et la valorisation des compétences nationales constitue désormais l'un des piliers d'une nouvelle économie en pleine structuration.

C'est dans cette dynamique que s'inscrit la 4e Conférence africaine des startups, organisée à Alger du 6 au 8 décembre, et placée sous le haut patronage du président Tebboune.

Cette édition, décrite comme l'une des plus ambitieuses depuis la création du rendez-vous, a rassemblé plus de 40 délégations ministérielles, 200 exposants, 150 investisseurs, ainsi qu'un large panel d'experts technologiques et économiques venus de tout le continent.

Dès son ouverture au Centre international de conférences Abdellatif-Rahal, l'événement s'est distingué par une forte mobilisation et un programme

dense, marqué par des panels thématiques, des ateliers spécialisés, des présentations de solutions innovantes et des rencontres de haut niveau destinées à accélérer la coopération africaine en matière de numérique.

Les débats ont porté sur les questions majeures qui façonnent l'avenir du continent : intelligence artificielle, transformation numérique, technologies financières, commerce électronique, exploitation de la data, cybersécurité, capital-risque, souveraineté technologique et accélération des innovations africaines.

Pour les jeunes porteurs de projets, les ateliers de formation et les sessions de mise en réseau qui ont offert une plateforme unique pour comprendre les mécanismes de financement, pénétrer les marchés africains, rencontrer des investisseurs internationaux et découvrir les outils permettant de transformer une idée en startup viable.

En marge de cet événement continental, Alger a également accueilli le Sommet algérien de la Fintech et de l'e-commerce, une initiative qui confirme l'ambition du pays de devenir un hub numérique majeur en Afrique.

Le Salon des startups, organisé simultanément, a offert une vitrine exceptionnelle pour une nouvelle génération d'entrepreneurs algériens et africains désireux de présenter leurs solutions, de convaincre des partenaires stratégiques et de tisser des alliances durables.

Mais l'événement le plus marquant de cette édition demeure sans doute l'adoption par les ministères africains des TIC et de l'économie numérique de la Déclaration d'Algérie sur les plateformes numériques équitables, sûres et responsables en Afrique.

Ce texte fondateur, inspiré par des cadres internationaux tels que le Digital Services Act européen, place l'Afrique comme acteur majeur de la gouvernance numérique mondiale. Il introduit une série d'engagements structurants : négociations unifiées avec les grandes plateformes OTT opérant sur le continent, obligations de contribution locale, renforcement de la souveraineté des données, protection des cultures et langues africaines, mise en place de mécanismes de modération adaptés

au contexte sociétal africain, et adoption de normes strictes pour une intelligence artificielle responsable et transparente. La Déclaration insiste également sur la nécessité de renforcer la protection des utilisateurs, notamment les femmes, les enfants et les groupes vulnérables, face aux risques numériques émergents.

Elle affirme le principe fondamental selon lequel les données africaines doivent rester en Afrique, grâce à des infrastructures cloud souveraines et des solutions technologiques locales.

L'adoption de ce texte représente un tournant stratégique pour l'Afrique : pour la première fois, les pays du continent s'expriment d'une seule voix afin d'encadrer les pratiques des géants du numérique et de défendre leurs intérêts communs sur la scène mondiale.

Que la Déclaration porte le nom d'« Algérie » n'est pas anodin : cela témoigne de la place grandissante de l'Algérie dans la définition des politiques numériques africaines et de sa volonté de promouvoir une gouvernance technologique solidaire, durable et souveraine.

À travers cette conférence et les récentes distinctions internationales, l'Algérie se positionne désormais comme l'un des pôles les plus dynamiques du continent en matière d'innovation. La vision impulsée par le président Tebboune, fondée sur la valorisation des compétences, le soutien aux jeunes, l'investissement dans les technologies émergentes et la construction d'un cadre réglementaire moderne, porte ses fruits et ouvre de nouvelles perspectives pour l'économie nationale.

En définitive, l'essor spectaculaire des startups algériennes, la reconnaissance internationale des politiques publiques nationales et l'adoption de la Déclaration d'Algérie par les pays du continent en matière d'innovation, la soutien aux jeunes, l'investissement dans les technologies émergentes et la construction d'un cadre réglementaire moderne, porte ses fruits et ouvre de nouvelles perspectives pour l'économie nationale.

Ce programme vise, entre autres, à redonner un éclat particulier aux édifices religieux, tout en renforçant la protection des sites patrimoniaux situés dans les différents quartiers historiques de la wilaya.

Présent lors de la visite, l'Archevêque d'Alger, le cardinal Jean-Paul Vesco, s'est félicité du lancement des travaux concernant la cathédrale du Sacré-Cœur.

Il a rappelé que ce monument, au-delà de sa vocation religieuse, constitue un repère historique partagé et un patrimoine national dont la restauration revêt une importance majeure pour la mémoire collective.

Ces opérations marquent un tournant dans

AFFAIRES RELIGIEUSES

Une vaste opération de restauration du patrimoine religieux lancée sous l'impulsion des autorités

Les ministres des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, et wali d'Alger, Abdennour Rabehi, ont procédé dimanche à une inspection élargie des chantiers de réhabilitation de plusieurs monuments religieux et historiques au niveau de la capitale, confirmant l'engagement de l'État à préserver et valoriser un patrimoine culturel d'une grande portée symbolique et culturelle.

La tournée ministérielle a débuté par la cathédrale du Sacré-Cœur, l'un des édifices religieux les plus emblématiques d'Alger.

Les ministres y ont officiellement donné le coup d'envoi des travaux de restauration, un projet inscrit dans la politique nationale de sauvegarde du patrimoine, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Des explications techniques détaillées ont été fournies sur les différentes phases de l'opération, qui visent non seulement à restaurer le bâtiment, mais aussi à consolider son rôle en tant que symbole de coexistence pacifique et de liberté de culte en Algérie.

Pour suivant leur programme, les responsables se sont rendus dans la Haute Casbah pour inspecter le chantier de rénovation de la mosquée Sidi M'hamed Cherif, actuellement en pleine restauration globale afin de restituer à ce monument sa valeur patrimoniale et architecturale originelle.

La mosquée Saïf, située dans le même quartier et dont les travaux viennent d'être achevés, a également fait l'objet d'une visite.

Cette série de projets témoigne de l'importance accordée par les autorités publiques à la protection du vieux bâti et au renforcement de l'esthétique urbaine des lieux de culte.

Dans une déclaration à la presse, le ministre Youcef Belmehdi a réaffirmé que la démarche s'inscrit dans la continuité des engagements du président de la République en faveur de la préservation du patrimoine matériel et spirituel du pays.

Selon lui, ces monuments constituent des repères culturels majeurs, porteurs d'un message universel de paix, de fraternité et de respect mutuel entre les communautés religieuses.

Pour sa part, le ministre-wali d'Alger, Abdennour Rabehi, a souligné que ces opérations s'intègrent pleinement dans le Plan Blanc dédié à la modernisation de la capitale.

Ce programme vise, entre autres, à redonner un éclat particulier aux édifices religieux, tout en renforçant la protection des sites patrimoniaux situés dans les différents quartiers historiques de la wilaya.

Présent lors de la visite, l'Archevêque d'Alger, le cardinal Jean-Paul Vesco, s'est félicité du lancement des travaux concernant la cathédrale du Sacré-Cœur.

Il a rappelé que ce monument, au-delà de sa vocation religieuse, constitue un repère historique partagé et un patrimoine national dont la restauration revêt une importance majeure pour la mémoire collective.

Ces opérations marquent un tournant dans la politique de valorisation du patrimoine religieux d'Alger, traduisant la volonté des pouvoirs publics de faire de la capitale un espace urbain harmonieux, respectueux de son histoire et ouvert sur les valeurs de paix et de coexistence.

R.N

ENVIRONNEMENT

Un partenariat stratégique pour accélérer la transformation numérique du secteur de l'environnement

Le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie a franchi une étape majeure dans sa modernisation en concluant un accord de coopération avec le Haut-Commissariat à la numérisation, destiné à renforcer l'intégration digitale du secteur et à héberger l'ensemble de ses plateformes au Centre national algérien des services numériques.

Signé au siège du ministère par la ministre Kaouter Krikou et la ministre, Haute Commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, cet accord marque l'aboutissement de plusieurs rencontres techniques entre les équipes des deux institutions, dé-

terminées à impulser une nouvelle dynamique à la transformation numérique nationale.

À cette occasion, Kaouter Krikou a mis en avant une initiative qui s'inscrit en droite ligne des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, soulignant que la modernisation numérique constitue un levier essentiel pour améliorer l'efficacité des services publics.

Elle a rappelé que le secteur de l'Environnement gère de nombreux services nécessitant une digitalisation avancée, dans le respect des cadres juridiques et des exi-

gences de souveraineté numérique.

Cet accord permettra la mise à disposition, par le Haut-Commissariat, d'importantes capacités de calcul, de stockage et de sécurité informatique, désormais accessibles aux secteurs ministériels via des solutions cloud établies.

Un dispositif qui, selon Mme Benmouloud, renforce la mutualisation des ressources, optimise les dépenses publiques et garantit un hébergement fiable, sécurisé et entièrement national des solutions numériques.

Les deux ministres ont insisté sur le rôle

structurant du nouveau Centre national algérien des services numériques, considéré comme un pilier du passage vers une administration plus efficace, plus transparente et mieux équipée pour répondre aux besoins croissants des citoyens.

La coopération ainsi engagée devrait accélérer la numérisation de services essentiels comme le contrôle des établissements classés ou la gestion intégrée des déchets, tout en ouvrant la voie à une transformation durable et innovante du secteur de l'environnement.

R.N

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Un concours national de doctorat entièrement numérisé pour impulser une nouvelle dynamique scientifique



Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique franchit un nouveau pas dans la modernisation du système universitaire en annonçant l'organisation, du 20 au 31 janvier 2026, d'un concours national d'accès au troisième cycle (doctorat) intégralement numérisé.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du renforcement des écoles doctorales et de la promotion d'une recherche scientifique fondée sur l'excellence, l'innovation et la coopération interuniversitaire.

Selon le communiqué rendu public mardi dernier, cinq grandes universités à travers le pays ont été retenues pour accueillir ce concours national : l'Université de Sétif 1, l'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene (USTHB), l'Université de Tlemcen, l'Université d'Annaba et l'Université de Sidi Bel Abbès.

Elles seront appuyées par treize écoles supérieures et deux centres de recherche, mobilisés pour garantir la qualité scientifique et la crédibilité du processus de sélection. Le ministère a annoncé l'ouverture de 706 places pédagogiques, réparties sur 18 spécialités, couvrant un large spectre de domaines scientifiques. Ce volume constitue un signal fort adressé aux étudiants-chercheurs désireux de s'engager dans une carrière académique et de contribuer à la production de connaissances en Algérie.

Fait marquant : le concours se déroulera exclusivement via le système d'information intégré PROGRES, confirmant ainsi la volonté des pouvoirs publics d'intégrer pleinement la numérisation dans la gestion des parcours universitaires.

La procédure d'inscription et de confirmation des choix sera ouverte du 13 au 22 décembre 2025 sur la plateforme officielle dédiée.

Cette dématérialisation vise à renforcer la transparence, la fluidité administrative et l'égalité d'accès.

À travers ce dispositif rénové, le ministère entend inscrire les écoles doctorales dans une dynamique de développement cognitif, encourager les partenariats scientifiques et favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs algériens capables de répondre aux enjeux actuels et futurs de l'innovation.

R.N

EDUCATION NATIONALE

Une commission interministérielle pour réformer la gestion des écoles primaires et améliorer le cadre éducatif

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a supervisé, en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Said Sayoud, l'installation d'une commission sectorielle conjointe chargée de définir les modalités d'exécution des décisions relatives à la gestion des écoles primaires.

Cette initiative, officialisée mercredi au siège du ministère, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions de la réunion gouvernementale du 18 novembre, qui visait à appliquer les directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour renforcer les conditions matérielles et la qualité des services dans le secteur primaire. La commission réunit

BECHAR - TRAGIQUE ACCIDENT SUR LA RN 50

Le gouvernement au chevet des victimes

Un terrible accident de la circulation a endeuillé la wilaya de Béchar samedi après-midi, lorsqu'un autocar assurant la liaison Bechar-Tindouf a dérapé et s'est renversé à environ 25 km du lieudit Boulaadam, dans la commune de Tabelbella, faisant 14 morts et 35 blessés selon le dernier bilan communiqué par les autorités locales.

Face à cette tragédie, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a déplacé sur place le ministre de l'Intérieur et des Transports, Said Sayoud, accompagné du ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, afin de s'enquérir de l'état des victimes et des mesures de prise en charge.

Dès leur arrivée à Béchar, les membres du gouvernement se sont rendus à l'établissement public hospitalier « Tourabi Boudjemaâ », où six blessés avaient été évacués par la protection civile.

Ils ont pu constater l'efficacité des dispositifs médicaux et s'assurer que les soins prodigués répondent aux protocoles adaptés pour ce type d'accident.

La délégation ministérielle s'est ensuite rendue à l'hôpital militaire régional universitaire « Dahmani Slimane », où quatre autres blessés recevaient des soins, en présence des autorités civiles et militaires locales.

Dans ses déclarations à la presse, le ministre Said Sayoud a souligné que leur déplacement à Béchar interve-



naît sur instruction du président de la République, pour garantir un suivi direct des victimes et s'assurer de la qualité de la prise en charge médicale.

Le ministre de la Santé a de son côté confirmé que les soins prodigués dans les deux établissements étaient conformes aux standards médicaux en vigueur, offrant aux blessés les meilleures conditions possibles pour leur rétablissement.

Parallèlement à ces visites, la délégation ministérielle a pris le chemin de la wilaya de

Beni Abbes pour se rendre auprès des autres blessés pris en charge dans les structures hospitalières locales, et présenter les condoléances du gouvernement aux familles des victimes.

La tragédie, survenue sur l'un des tronçons de la RN 50, met en lumière la nécessité de renforcer la sécurité routière, la surveillance des routes et la sensibilisation des conducteurs, afin de prévenir de tels drames à l'avenir.

Cet accident constitue un moment douloureux pour la région et rappelle la vulnérati-

bilité des infrastructures routières face aux accidents de grande ampleur.

L'intervention rapide et coordonnée des autorités gouvernementales illustre cependant la réactivité de l'État et l'importance accordée à la protection des citoyens.

La mobilisation des ministres et des équipes médicales contribue à alléger la souffrance des familles et à offrir un soutien tangible dans cette période de deuil et de reconstruction.

En définitive, cet incident tragique souligne l'impérieuse nécessité d'investir dans la sécurité routière et la prévention des accidents, tout en réaffirmant l'engagement des autorités à intervenir promptement pour protéger les vies humaines et assurer la prise en charge optimale des victimes.

La solidarité des pouvoirs publics et la coordination entre les ministères concernés sont des éléments essentiels pour gérer efficacement les crises et répondre aux besoins des citoyens dans des moments de détresse.

R.N

RÉVISION DU STATUT DE LA MAGISTRATURE

Un jalon majeur dans la modernisation du système judiciaire algérien

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaâ, a présenté dimanche devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) les grandes lignes du projet de loi organique portant statut de la magistrature, une réforme d'envergure inspirée de la Constitution de 2020 et destinée à moderniser en profondeur le fonctionnement du pouvoir judiciaire en Algérie.

Dans son intervention, le ministre a expliqué que la refonte du texte en vigueur, datant de 2004, s'impose en raison des profondes transformations constitutionnelles, sociales et institutionnelles que connaît le pays.

Le nouveau projet, composé de 110 articles, pose les fondations d'un système judiciaire davantage spécialisé, performant et conforme aux standards modernes de bonne gouvernance.

Le ministre a souligné que le projet accorde un rôle central au Conseil supérieur de la magistrature (CSM), auquel sont confiées, de manière exclusive, la supervision et la gestion de l'ensemble des questions professionnelles et disciplinaires liées aux magistrats.

Cette démarche vise à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire, en garantissant

sant une gestion équitable et transparente des carrières, de la répartition des postes à l'approbation des formations spécialisées.

Le texte introduit par ailleurs de nouvelles prérogatives pour le CSM, notamment l'octroi d'autorisations particulières aux magistrats, la détermination des critères de promotion ainsi que la création de la fonction d'assistant-magistrat destinée à appuyer la Cour suprême et le Conseil d'État, confrontés à une hausse significative du nombre de dossiers à traiter.

Cette mesure vise à alléger la charge pesant sur les magistrats et à améliorer la qualité de l'acte juridictionnel.

La réforme prévoit également un ensemble de garanties assurant au magistrat les conditions nécessaires à l'exercice indépendant et serein de ses missions, notamment un régime salarial renforcé ainsi que des règles précises en matière de mobilité, de congés, d'exercice syndical et de protection contre les pressions extérieures.

Le texte interdit, à cet effet, toute implication politique, mandat électif ou activité lucrative parallèle, hormis l'enseignement et la formation.

Le dispositif disciplinaire a également été revu en profondeur. Le projet définit avec

précision les procédures relatives aux fautes professionnelles, aux suspensions et aux poursuites pénales ou disciplinaires, afin de consolider la transparence et de garantir les droits de défense du magistrat à chaque étape. La gestion des cas de négligence du poste a été clarifiée, avec des délais et des mécanismes d'intervention mieux définis.

En matière de retraite, le texte accorde aux magistrats un régime similaire à celui appliqué aux hauts fonctionnaires de l'État, en prévoyant une possibilité de prolongation du service jusqu'à 70 ans pour les magistrats de la Cour suprême et du Conseil d'État, et jusqu'à 65 ans pour les autres. Une attention particulière est enfin accordée à la formation continue et spécialisée, considérée comme un pilier essentiel pour accompagner l'évolution du système judiciaire, garantir une meilleure maîtrise des nouvelles problématiques juridiques et renforcer la crédibilité de l'institution judiciaire.

À travers ce projet de loi, le ministère ambitionne de hisser le système judiciaire algérien à un niveau d'efficacité et de professionnalisme répondant aux attentes des citoyens et aux exigences d'un État moderne.

R.N

EDUCATION NATIONALE

Une commission interministérielle pour réformer la gestion des écoles primaires et améliorer le cadre éducatif

des cadres des ministères de l'Éducation nationale, de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, ainsi que des représentants des ministères des Finances et du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Sa mission principale consiste à recenser l'ensemble des difficultés entravant le fonctionnement optimal des écoles primaires et à proposer des solutions concrètes pour y remédier.

Parmi les axes prioritaires, figurent la gestion des ressources humaines, notamment les agents chargés du nettoyage, de la surveillance et de la maintenance des locaux, ainsi que l'organisation et la supervision des cantines scolaires.

La commission devra également plani-

fier le transfert progressif et partiel de la gestion des écoles primaires du ministère de l'Intérieur vers celui de l'Éducation nationale, afin de centraliser les responsabilités et d'améliorer l'efficacité administrative. Les aspects financiers et organisationnels seront soigneusement étudiés pour élaborer un plan opérationnel capable d'avoir un impact direct sur le déroulement du processus éducatif et sur la qualité de l'apprentissage des élèves.

Les deux ministres ont insisté sur la nécessité d'une approche coordonnée, intégrant toutes les parties prenantes, pour garantir la réussite de ce projet ambitieux.

L'objectif est de créer un système de gestion moderne, transparent et efficace,

capable de répondre aux besoins croissants des établissements scolaires et de leurs élèves.

Par cette initiative, le gouvernement affirme sa détermination à transformer le paysage éducatif, à offrir un environnement propice à l'épanouissement des enfants et à renforcer la mission sociale et pédagogique des écoles primaires à l'échelle nationale.

Cette démarche constitue un signal fort pour la société : celui d'un État engagé à améliorer l'éducation de ses citoyens dès le plus jeune âge, en plaçant la qualité des services et la gestion rigoureuse des ressources au cœur de ses priorités.

R.N

NAAMA

Plus de 127 hectares de foncier industriel récupérés pour dynamiser l'investissement

La wilaya de Naâma a franchi une étape significative dans la valorisation de son patrimoine foncier industriel avec la récupération de plus de 127 hectares de terrains non exploités au cours de l'année 2025.

Selon la direction locale de l'Industrie, cette opération d'assainissement a permis de récupérer 297 parcelles laissées en déshérence, totalisant une superficie exacte de 127,10 hectares, désormais réorientées vers des investisseurs sérieux via la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI).

Ces terrains constituent un levier stratégique pour dynamiser le tissu économique local, en permettant l'implantation de projets productifs et génératrices d'emplois.

Lors de la réunion du Comité de wilaya de suivi et d'assainissement des projets d'investissement, tenue jeudi au siège de la



wilaya, sept nouveaux projets privés ont été validés, illustrant l'engagement des autorités locales à encourager l'investissement productif.

Cependant, l'examen d'un dossier a été reporté, conformément à la loi 23-

17 du 15 novembre 2023 régissant l'attribution du foncier économique de l'Etat. Parallèlement, le Comité a procédé à des inspections sur le terrain, notamment dans la zone d'activités de la commune de Mecheria, où 31 mises

en demeure ont été adressées à des investisseurs accusés de retards dans la concrétisation effective de leurs projets.

Ces mesures s'inscrivent dans une stratégie de suivi rigoureux visant à assurer la bonne exécution des projets, à renforcer la transparence et à maximiser l'impact économique de chaque parcelle récupérée.

Cette dynamique illustre la volonté des autorités locales de transformer le foncier industriel inutilisé en un moteur de développement économique durable, tout en favorisant l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs engagés et compétents.

R.E

RELIZANE

Près de 290 millions de DA mobilisés pour moderniser l'urbanisme du chef-lieu de wilaya

La commune de Relizane a lancé un vaste programme d'aménagement urbain visant à moderniser le visage de la ville et à améliorer le cadre de vie de ses habitants, avec une enveloppe financière de près de 290 millions de DA allouée à la réalisation de 25 projets structurants.

Selon l'Assemblée populaire communale, ces initiatives concernent plusieurs quartiers et rues clés, parmi lesquels Mohamed Khemisti, Belkhodja Benaouda, Zemmoura et 11-Décembre, ainsi que les quartiers Zaghloul, 394 Logements et la nouvelle ville Benadda Benaouda (Bermadja).

Les opérations prévues incluent l'aménagement et la réhabilitation des trottoirs, le revêtement et l'entretien des voies de circulation, ainsi que la rénovation des places publiques, notamment Essalem, Emir Abdelkader et El Intissar, dans le but d'harmoniser l'esthétique urbaine et d'offrir aux citoyens un cadre de vie agréable et moderne. Les services de la commune ont précisé que les travaux, entamés récemment, progressent à des rythmes variables mais devraient être achevés au cours du premier ou du deuxième trimestre de l'année prochaine, conformément aux clauses des cahiers des charges. Cette initiative traduit la volonté des autorités locales de renforcer l'attractivité et la fonctionnalité du chef-lieu de wilaya, tout en favorisant la cohésion sociale et le bien-être des habitants.

Elle constitue également un levier de développement local et une démonstration de l'engagement de la municipalité à moderniser l'espace urbain pour répondre aux besoins croissants de la population et aux exigences d'une ville en pleine expansion.

R.L

TEBESSA

Lancement de 1.000 logements AADL 3 à Boulehad Dir, un projet stratégique pour l'habitat national

Le programme AADL 3 franchit une nouvelle étape dans la wilaya de Tébessa avec la pose de la première pierre d'un ensemble de 1.000 logements en location-vente dans la commune de Boulehad Dir.

L'opération a été supervisée par le directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Riad Guemdani, en présence du wali de la wilaya, Ahmed Belhaddad.

Implantée sur plus de 80.000 m² dans le plan d'occupation des sols n°3, cette première tranche du programme prévoit la construction de 45 immeubles avec un délai contractuel de 24 mois.

Le projet s'inscrit dans une dynamique nationale visant à répondre à la demande croissante en logements abordables, tout en intégrant des standards

modernes de qualité, de sécurité et d'aménagement extérieur.

M. Guemdani a précisé que cette opération constitue le cinquième projet de l'AADL 3 à l'échelle nationale et porte le nombre de logements en cours de réalisation à 14.050 unités sur un total annoncé de 46.000. Les entreprises en charge de la construction ont été officiellement désignées, et un suivi rigoureux de l'avancement des travaux sera assuré pour garantir le respect des délais et la qualité des réalisations. Le directeur général a également souligné que ces projets se distinguent par un style architectural novateur et un aménagement extérieur adapté aux besoins des habitants. L'attention portée à la sécurité des bâtiments comprend l'application stricte des

normes antisismiques, tandis que l'usage de matériaux et matières premières 100 % locaux contribue à la consolidation de l'économie nationale et au soutien à l'emploi dans le secteur de la construction.

Ce programme illustre la volonté du gouvernement de renforcer l'offre de logements sociaux et de développer des solutions durables pour l'habitat, tout en garantissant un impact positif sur l'économie locale et nationale.

Il s'inscrit également dans une vision plus large visant à moderniser l'urbanisme, améliorer le cadre de vie des citoyens et répondre aux attentes de la population en matière de logement de qualité, sécurisé et accessible.

R.L

La filière « pomme de terre » devient un levier stratégique pour la sécurité alimentaire

La wilaya de Tébessa vit une transformation agricole majeure, portée par une stratégie ambitieuse visant à hisser la filière de la pomme de terre au rang de pilier national pour la sécurité alimentaire.

À travers de nouvelles orientations, un accompagnement institutionnel renforcé et une mobilisation accrue des agriculteurs, la région s'impose progressivement comme l'un des centres névralgiques de la production tuberculière en Algérie.

Cette dynamique, soutenue par des objectifs clairement définis, s'inscrit dans la volonté de diversifier l'économie agricole et de répondre aux besoins croissants du marché national.

Les autorités locales ont mis en avant l'importance de ce programme lors de visites de terrain effectuées auprès des exploitations agricoles et des coopératives spécialisées.

Ces sorties ont permis de constater l'engagement remarquable des producteurs tébessiens, dont les efforts ont permis d'étendre les superficies cultivées, d'améliorer les rendements et d'introduire de nouvelles techniques culturales adaptées aux spécificités climatiques de la région.

Les agriculteurs ont notamment renforcé l'usage de systèmes d'irrigation performants, optimisé la rotation des cultures et adopté des semences de meilleure qualité, ce qui a eu un impact di-

rect sur l'augmentation de la production.

La filière bénéficie également d'un accompagnement technique fourni par les services de la direction de l'agriculture, les instituts spécialisés ainsi que les équipes de vulgarisation agricole.

Grâce à cet appui, de nombreux producteurs ont pu moderniser leurs pratiques et développer une meilleure maîtrise des étapes clés : préparation des sols, fertilisation, lutte raisonnée contre les maladies, stockage et commercialisation.

Cette modernisation progressive a permis de renforcer la compétitivité locale et de garantir une production régulière, même dans les périodes climatiques difficiles.

Les producteurs de Tébessa ont aussi insisté sur l'importance de la disponibilité des intrants agricoles, en particulier les semences certifiées, les fertilisants et les produits phytosanitaires.

Les autorités ont, de leur côté, réaffirmé leur engagement à assurer la régulation du marché, à faciliter l'accès aux intrants et à lutter contre les pratiques spéculatives.

L'objectif est de sécuriser la filière du champ jusqu'aux circuits de distribution afin de préserver le pouvoir d'achat des consommateurs, tout en garantissant une rémunération juste aux agriculteurs. La question du stockage constitue l'un des enjeux majeurs de la filière.

Plusieurs projets de réalisation de chambres froides ont été évoqués, visant à renforcer les capacités de conservation et à éviter les fluctuations brusques des prix sur le marché.

Ces infrastructures, une fois opérationnelles, permettront de stabiliser l'offre, de réduire les pertes post-récolte et de préserver la qualité du produit jusqu'à sa mise à la consommation.

Les producteurs ont salué cette orientation qui, selon eux, contribuera significativement à l'équilibre du marché national. La filière pomme de terre à Tébessa joue également un rôle central dans la création d'emplois, notamment dans la création d'emplois, notamment pour les jeunes ruraux.

La modernisation des exploitations, l'émergence de petites entreprises de transport, de conditionnement et de commercialisation génèrent une dynamique économique autour de la production tuberculière.

Cette activité, qui connaît une croissance constante, contribue à réduire l'exode rural et à valoriser les zones agricoles de la wilaya.

En parallèle, les perspectives d'exportation ont été mises en avant comme un axe stratégique à long terme.

Avec une production en hausse et une qualité appréciée, plusieurs opérateurs économiques envisagent de se positionner sur les marchés régionaux, particulièrement en Afrique du Nord et dans la région sahélienne.

Les autorités locales affirment que cette ambition est réaliste, à condition de renforcer les mécanismes de certification, d'améliorer la traçabilité du produit et d'accompagner les exportateurs dans les formalités logistiques.

Les agriculteurs, quant à eux, expriment une grande confiance dans l'avenir de la filière.

Ils se disent déterminés à relever les défis techniques, climatiques et économiques, avec un objectif clair : faire de Tébessa un modèle national pour la production intensive, durable et compétitive de la pomme de terre.

Cet engagement collectif, partagé entre les acteurs institutionnels et la base agricole, confirme l'importance stratégique du secteur pour l'économie locale.

La filière pomme de terre n'est plus seulement une production agricole parmi d'autres.

À Tébessa, elle est devenue un véritable levier de développement, un moteur de croissance et un outil essentiel pour renforcer la souveraineté alimentaire du pays.

Grâce à cette mobilisation massive, la région confirme qu'elle est prête à jouer un rôle central dans les futures orientations agricoles de l'Algérie, en s'appuyant sur la modernité, la rigueur technique et la passion de ses agriculteurs pour la terre.

R.L

ALGÉRIE

La Banque mondiale salue la dynamique économique et prévoit une croissance durable portée par le secteur privé

La Banque mondiale a confirmé, dans son rapport semestriel publié ce jeudi matin, que l'économie algérienne continue d'afficher des signaux encourageants, prévoyant un taux de croissance de 3,8 % pour le Produit intérieur brut (PIB) sur l'ensemble de l'année 2025.

Cette prévision positive, légèrement inférieure au taux de 4,1 % enregistré au premier semestre, reflète la résilience de l'économie nationale face à un contexte mondial instable et aux fluctuations des marchés des hydrocarbures.

Plus remarquable encore, le rapport souligne la performance soutenue des secteurs hors-hydrocarbures, moteurs essentiels de la diversification économique poursuivie par l'État, avec une croissance estimée à 5,4 %, confirmant l'efficacité des politiques publiques visant à stimuler l'investissement et l'innovation.

La représentante-résidente du Groupe de la Banque mondiale en Algérie, Cemile Hacibeyoglu Ceren, a commenté cette dynamique : « Alors que l'Algérie renforce sa compétitivité dans un environnement mondial en mutation, le pays peut s'appuyer sur ses progrès récents pour avancer vers une croissance plus rapide, portée par le secteur privé, créatrice d'emplois de qualité et favorable à l'innovation. »

Des politiques claires et prévisibles, associées à des mesures qui encouragent l'investissement et l'innovation, peuvent soutenir les progrès accomplis et renforcer la compétitivité. » Les projections du rapport sont également optimistes pour les années à venir, avec un taux de croissance attendu de 3,5 % en 2026 et de 3,3 % en 2027.

Ces prévisions confirment la continuité d'une trajectoire de croissance soutenue, supérieure à celle de nombreux pays occidentaux dont le taux annuel reste inférieur à 3 %.

Ces chiffres illustrent non seulement la résilience de l'économie algérienne, mais également l'impact positif des politiques de diversification et de stimulation du secteur privé.

Le rapport de la Banque mondiale s'appuie sur une méthodologie rigoureuse combinant données officielles du ministère des Finances et informations d'organismes internationaux tels que l'OECD.

L'analyse couvre l'ensemble des secteurs économiques : les hydrocarbures (production, exportations et prix), les acti-

vités hors-hydrocarbures (demande, consommation, investissement, agriculture, industrie, services), le secteur extérieur (balance des paiements, flux du compte courant, taux de change, exportations et importations), le secteur budgétaire (recettes, dépenses, déficit, dette) ainsi que le secteur monétaire et financier (inflation, masse monétaire, crédits à l'économie).

Le rapport inclut également un volet analytique consacré aux risques climatiques et à leurs impacts sur l'économie nationale.

Selon Daniel Prinz, économiste de la Banque mondiale pour l'Algérie, « l'allègement des pressions sur les prix et la performance soutenue des secteurs hors-hydrocarbures constituent des signaux encourageants. »

Le maintien de ces avancées, grâce à la poursuite des réformes, peut soutenir une croissance plus vigoureuse, durable et diversifiée.

» Aux côtés d'Amel Henider, corédactrice du rapport, il a présenté aux médias la méthodologie employée, expliquant comment les données relatives à la production, à la consommation, aux investissements et aux exportations ont été analysées pour fournir une image complète et précise de l'économie nationale.

Le rapport souligne que, durant le premier semestre 2025, l'économie algérienne a démontré une résilience notable, portée par une accélération de l'investissement.

La consommation privée est restée robuste, reflétant un pouvoir d'achat relativement stable, tandis que l'investissement, particulièrement dynamique, a stimulé les importations et soutenu l'activité économique soutenue et créer des emplois de qualité.

Dans le secteur des hydrocarbures, la production de pétrole brut a connu une progression modérée, en lien avec les quotas fixés sur le marché mondial, tandis que la consommation intérieure a augmenté sous l'effet de l'activité économique, réduisant ainsi légèrement les volumes disponibles à l'exportation.

Cette situation, conjuguée à la baisse des prix du pétrole et à une contraction des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL), a entraîné une diminution de 5,3 % des recettes en devises provenant des hydrocarbures.

Malgré cette baisse, le rapport relève une amélioration des indicateurs macroéconomiques essentiels. L'inflation, qui constitue l'une des préoccupations majeures des ménages et des entreprises, a poursuivi sa déclinaison au mois de septembre 2025, notamment sur les prix des fruits, légumes et volailles.

Cette tendance est attribuée à la bonne performance agricole, à la baisse des coûts d'importation et à la stabilité du taux de change global. Parallèlement, l'accès au crédit bancaire a progressé, témoignant d'une dynamique de financement favorable aux entreprises et aux projets d'investissement.

Le rapport note notamment que les crédits au secteur privé ont enregistré une hausse de 10,4 % au premier semestre 2025, tandis que le taux directeur, abaissé pour la première fois en cinq ans, a soutenu l'expansion du crédit et encouragé la consommation et l'investissement.

Les perspectives pour 2026 et 2027 s'annoncent également positives, avec une consolidation attendue du secteur hors-hydrocarbures et un redressement progressif des recettes pétrolières et gazières.

Le rapport insiste sur l'importance de poursuivre les réformes structurelles, de renforcer la compétitivité du secteur privé et d'accompagner l'innovation, facteurs essentiels pour maintenir une croissance soutenue et créer des emplois de qualité.

Un autre point central du rapport concerne l'impact des changements climatiques sur l'économie nationale. Les auteurs soulignent que toute stratégie économique doit intégrer les risques environnementaux, notamment en matière d'agriculture et d'exportation d'hydrocarbures.

Les recommandations incluent le renforcement des infrastructures agricoles et

hydrauliques résiliennes, l'adoption de cultures résistantes aux conditions climatiques changeantes, la modernisation de l'irrigation et la réutilisation des eaux usées.

De même, la protection des ménages et des entreprises doit être assurée à travers des systèmes d'assurance adaptés et des dispositifs sociaux ciblés. Enfin, les risques climatiques doivent être intégrés dans les politiques budgétaires et les mécanismes de financement public, notamment via le développement d'assurances-catastrophes et l'amélioration des systèmes d'alerte précoce.

Le rapport de la Banque mondiale recommande également d'accélérer le développement des énergies renouvelables, afin de répondre aux besoins nationaux tout en anticipant la diminution attendue de la demande mondiale pour les hydrocarbures traditionnels à moyen et long terme.

L'Algérie, riche en potentiel solaire et éolien, pourrait ainsi diversifier ses sources d'énergie, réduire sa dépendance aux hydrocarbures et jouer un rôle stratégique dans la transition énergétique régionale et mondiale.

La Banque mondiale confirme que l'Algérie est sur une trajectoire de croissance durable, capable de conjuguer résilience économique, diversification et préparation aux défis climatiques.

Comme le souligne Cemile Hacibeyoglu Ceren, « alors que l'Algérie renforce sa compétitivité dans un environnement mondial en mutation, le pays peut s'appuyer sur ses progrès récents pour avancer vers une croissance plus rapide, portée par le secteur privé, créatrice d'emplois de qualité et favorable à l'innovation. »

» Ce rapport offre ainsi aux décideurs, investisseurs et acteurs économiques une vision claire et structurée de l'économie nationale, tout en mettant en lumière les axes de réforme et d'investissement qui permettront à l'Algérie de consolider sa place dans l'économie mondiale et de bâtir une croissance inclusive, résiliente et durable.

R. E.

MINÉRAUX STRATÉGIQUES

L'Algérie passe à l'offensive pour devenir un pilier mondial de la transition énergétique

L'Algérie affiche désormais une ambition claire, assumée et structurée : s'imposer comme un acteur clé dans la sécurisation mondiale des minéraux stratégiques indispensables à la transition énergétique.

Cette volonté s'est exprimée avec force à Londres, lors du prestigieux événement international Resourcing Tomorrow, où la secrétaire d'État auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, Karima Bakir Tafer, a présenté la nouvelle vision algérienne dans un secteur devenu l'un des plus sensibles de l'économie mondiale.

Face à plus de 2.000 professionnels issus des industries minière, énergétique et technologique, l'Algérie a cherché à exposer, argumenter et mettre en valeur son potentiel, ses réformes et son rôle futur dans un marché global marqué par la rareté des ressources et par des enjeux géopolitiques de plus en plus aigus.

La participation algérienne à ce rendez-vous d'envergure ne relève pas d'une simple présence protocolaire.

Elle s'inscrit dans une stratégie offensive de diplomatie économique, visant à projeter le pays au cœur des chaînes d'approvisionnement internationales en ressources critiques.

La délégation algérienne, particulièrement active, a enchaîné les rencontres de haut niveau avec des ministres, des responsables gouvernementaux et des dirigeants de grandes sociétés minières et technologiques.

Cette dynamique confirme la volonté politique de placer l'Algérie comme un partenaire incontournable dans le nouvel échiquier des matières premières stratégiques, nécessaires à la fabrication des batteries, des panneaux solaires, des composants électroniques, des aimants permanents ou encore des technologies vertes de nouvelle génération.

Lors des tables rondes auxquelles elle a pris part, Karima Bakir Tafer a mis en avant les fondements de la feuille de route nationale pour la transformation du secteur minier.

Cette stratégie repose sur trois axes structurants : la re-

lance de l'exploitation des minéraux rares, la valorisation locale par la mise en place d'unités de transformation et la consolidation du socle scientifique à travers le renforcement de la recherche géologique et des capacités d'exploitation.

L'objectif global est de créer une chaîne de valeur complète, dépassant le simple rôle de fournisseur de matières premières brutes pour évoluer vers un acteur intégré capable d'offrir des produits à haute valeur ajoutée, inscrits dans les industries de l'énergie propre.

La secrétaire d'État a rappelé que l'Algérie dispose d'un ensemble d'atouts stratégiques rarement réunis dans un même pays.

A commencer par des ressources minérales diversifiées et encore largement sous-explorées, ouvrant un champ immense d'opportunités pour les investisseurs internationaux.

À cette richesse naturelle s'ajoute un chantier de réformes structurelles en cours, parmi lesquelles figure la nouvelle loi minière. Présentée comme un outil indispensable de modernisation, cette réforme vise à offrir un cadre juridique plus clair, plus attractif et mieux adapté aux standards internationaux, tout en garantissant une exploitation responsable et durable des ressources.

Selon Karima Bakir Tafer, l'Algérie entend se positionner comme un fournisseur fiable dans un contexte de tension mondiale sur les chaînes d'approvisionnement.

Les minéraux rares, tels que le lithium, le cuivre, les terres rares, le manganèse ou le cobalt, jouent un rôle déterminant dans la transition vers une économie bas carbone.

Leur disponibilité est devenue une question stratégique pour les États et les industries.

Dans ce contexte, la stabilité politique de l'Algérie, sa localisation privilégiée aux portes de l'Europe, ses capacités logistiques en développement et son potentiel géologique encore peu exploité constituent des avantages majeurs qui

renforcent son attractivité. La secrétaire d'État a également insisté sur la nécessité d'établir des partenariats équilibrés et mutuellement bénéfiques. L'Algérie se dit ouverte à la coopération internationale, mais cette ouverture s'accompagne d'exigences claires : les projets doivent s'inscrire dans une logique de transfert de technologies, de création de chaînes de transformation sur le territoire national et de montée en compétence de la main-d'œuvre locale.

L'objectif n'est pas de reproduire les modèles extractifs du passé, où les ressources quittaient le pays sans créer de valeur durable, mais de construire un tissu industriel robuste capable de contribuer de manière significative au développement économique.

Les discussions à Londres ont également porté sur l'évolution des chaînes d'approvisionnement mondiales et sur la place centrale qu'occupent désormais les ressources minérales dans les stratégies énergétiques des États.

Dans un contexte où les tensions géopolitiques perturbent l'accès à certains minéraux critiques, l'Algérie entend jouer le rôle de partenaire stable, sérieux et engagé dans la construction d'une économie verte mondiale.

Elle ambitionne de devenir non seulement un fournisseur sûr, mais aussi une plateforme de transformation et un hub industriel dédié aux technologies propres.

L'événement Resourcing Tomorrow constitue pour l'Algérie bien plus qu'une vitrine : il représente l'un des leviers de sa diplomatie économique dans sa quête de diversification.

En multipliant les initiatives à l'international et en affichant une vision cohérente pour son secteur minier, le pays cherche à s'inscrire durablement dans les grandes transitions énergétiques et industrielles qui redessinent l'économie mondiale.

À travers cette stratégie, l'Algérie aspire à dépasser le statut traditionnel d'État producteur d'hydrocarbures pour devenir un acteur incontournable des ressources qui façonnent les technologies du futur.

R. E.

EL MENIAA

Le chantier stratégique d'interconnexion électrique Nord-Sud progresse à grande vitesse

Le vaste projet d'interconnexion électrique entre le Nord et le Sud du pays poursuit sa progression dans la wilaya d'El-Meniaa, où les travaux avancent à un rythme qualifié « d'appreciable » par la direction locale de l'Énergie et des Mines.

Cette opération d'envergure, considérée comme l'un des chantiers nationaux les plus stratégiques du moment, vise à renforcer durablement la sécurité énergétique dans les régions du Sud et du Grand Sud.

Selon Mohamed Benmessaud, directeur du secteur, les équipes techniques sont actuellement mobilisées sur l'installation de 67 pylônes électriques, une partie des 922 supports prévus dans la première phase du projet.

Ce tronçon essentiel reliera la centrale de Hassi R'mel, à Laghouat,



à plusieurs wilayas du Sud, dont El-Meniaa, In-Salah, Timimoun, Adrar et Tamanrasset, dans le cadre d'un tracé long de plusieurs centaines de kilomètres destiné à transporter de l'électricité à très haute tension.

Le taux d'avancement global du chantier atteint désormais 33,37 %, un niveau qui permet d'envisager une réception des travaux avant la fin du premier semestre 2027.

D'après les responsables locaux, ce projet transformera en profondeur l'alimentation électrique de vastes territoires souvent confrontés à des défis structurels liés à l'éloignement et à l'étendue géographique.

Les autorités publiques placent de grands espoirs dans cette infrastructure qualifiée de « stratégique », notamment pour accompagner et stimuler les investissements dans les secteurs agricole, industriel et énergétique.

L'amélioration de la capacité d'alimentation électrique devrait favoriser l'émergence de nouveaux projets économiques, accélérer le développement local et renforcer l'attractivité de ces régions en pleine essor.

R. E.

BLIDA

Le dynamisme industriel se confirme avec la création de 157 nouvelles entreprises

Le tissu économique de la wilaya de Blida connaît une dynamique soutenue avec la création de 157 nouvelles entreprises industrielles au cours du premier semestre 2025, selon la Direction locale de l'industrie.

Ces nouvelles unités viennent renforcer un parc industriel déjà composé de 4 139 entreprises, employant près de 34 727 travailleurs, et ont généré

321 nouveaux emplois, indique la cheffe du service des petites et moyennes entreprises, Oufaa Mokrani.

Près de 30 % de ces entreprises sont spécialisées dans l'industrie agroalimentaire, un secteur stratégique de la région, tandis que les autres se concentrent sur la transformation industrielle et la production de biens destinés au marché national.

Dans le cadre de la promotion de l'investissement, un nouveau pôle industriel a été aménagé à Bouinan, sur une superficie de 250 hectares, comprenant 121 lots prêts à accueillir de nouveaux projets.

La wilaya de Blida compte également trois zones industrielles à Blida et Ouled Yaich, couvrant près de 187 hectares, ainsi que sept zones d'activités

s'étendant sur 70 hectares supplémentaires dans plusieurs communes.

Ces infrastructures modernes visent à attirer l'investissement privé, à créer davantage d'emplois et à renforcer la capacité de production locale, consolidant ainsi le rôle de Blida comme un pôle industriel majeur au niveau national.

R. E.

ALGER

La diaspora algérienne, moteur stratégique pour la relance économique nationale

Le secrétaire d'État chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb, a participé samedi à une rencontre organisée par le consulat d'Algérie à Nice, en France, autour du rôle de la diaspora dans la relance de l'économie nationale.

L'événement, tenu en visioconférence, a réuni entrepreneurs, porteurs de projets et opérateurs économiques, soulignant l'importance des liens entre l'Algérie et ses

citoyens établis à l'étranger. Lors de son allocution, M. Chaïb a réaffirmé la volonté des plus hautes autorités du pays de favoriser la participation active de la diaspora aux initiatives économiques nationales.

Il a précisé que ses services, en coordination avec les différents secteurs de l'État, s'engagent à accompagner cette dynamique, en facilitant l'accès aux dispositifs de soutien et aux mesures incitatives

pour les porteurs de projets. Cette rencontre met en lumière le rôle stratégique de la diaspora comme vecteur de compétences, d'investissements et d'innovation, capable de contribuer à tous les secteurs économiques de l'Algérie. Elle confirme l'engagement des autorités à transformer le lien avec les citoyens établis à l'étranger en un moteur tangible du développement national.

R. E.

OUARGLA

Ouargla s'apprête à accueillir le Salon international de l'investissement agricole saharien

La wilaya d'Ouargla se prépare à recevoir du 5 au 8 janvier la deuxième édition du Salon international de l'investissement dans l'agriculture saharienne, placé sous le thème « Cultures stratégiques, garanties de la sécurité alimentaire ».

Cette manifestation ambitionne de réunir professionnels, investis-

seurs et acteurs institutionnels autour du développement agricole dans les régions sahariennes. En marge du salon, un colloque rassemblera universitaires, chercheurs et représentants d'instituts spécialisés pour aborder des sujets cruciaux tels que les contraintes et perspectives de l'agriculture saharienne, la valorisa-

sation du patrimoine phénicien, l'intégration des énergies renouvelables et les stratégies d'investissement agricole.

Le salon accueillera également des opérateurs économiques locaux et étrangers spécialisés dans les semences, les produits phytosanitaires et les technologies agricoles innovantes. Organisé par la

société « Souf-Foires », en coordination avec les services agricoles d'Ouargla, la Chambre de l'Agriculture et l'Institut national de vulgarisation agricole, cet événement vise à renforcer la sécurité alimentaire, stimuler l'investissement et promouvoir l'innovation dans le Sahara algérien.

R. E.

UNE NOUVELLE ÈRE DANS LA COORDINATION JUSTICE-DOUANES
Une convention-cadre pour moderniser l'échange d'informations et renforcer l'efficacité du contrôle

Une dynamique de coopération inédite vient d'être scellée entre les ministères de la Justice et des Finances, à travers la signature d'une convention-cadre destinée à structurer, moderniser et approfondir les échanges d'informations ainsi que les actions conjointes dans le domaine douanier. Paraphé samedi à Alger, en marge de la 3e rencontre annuelle nationale « Justice-Douanes », tenue au Cercle du site de l'Armée à Ain Naâdja, cet accord ouvre la voie à une nouvelle étape dans l'harmonisation du travail des deux institutions, dans un contexte marqué par la complexification des échanges commerciaux, la montée des crimes financiers et le développement rapide du commerce électronique transfrontalier. La cérémonie a réuni de hauts responsables des secteurs de la Justice et des Douanes, ainsi que des représentants des corps de sécurité et des experts. L'objectif affiché est clair : doter les deux appareils d'un cadre d'action actualisé, plus souple et plus performant, permettant une meilleure maîtrise des flux frontaliers, un traitement optimisé des contentieux douaniers et une accélération des procédures judiciaires liées aux infractions économiques.

Dans le même esprit, une convention secondaire a été signée entre le Centre de recherches juridiques et judiciaires, relevant du ministère de la Justice, et la Direction générale des Douanes (DGD), confirmant la volonté des deux parties de structurer leur partenariat sur des bases scientifiques et opérationnelles solides. Dans une allocution lue en son nom, le directeur général des Douanes, le général-major Abdelfadif Bakhoucha, a tenu à rappeler que la coordination entre les deux institutions n'est plus un simple mécanisme ponctuel, mais bien un système de travail permanent, enrichi année après année. Selon lui, la complémentarité des missions est au cœur de cette réussite : les services douaniers sont en première ligne dans le contrôle du mouvement des marchandises, des passagers et des opérations commerciales, tandis que les instances judiciaires assurent la qualification, le jugement et la protection des intérêts du Trésor public. Cette articulation, a-t-il souligné, offre une visibilité légale claire et permet un suivi plus rigoureux des infractions. Le général-major a mis en avant les progrès enregistrés depuis la précédente édition de cette rencontre annuelle, notamment grâce à l'organisation de réunions conjointes régulières dans les différentes wilayas.

Ces échanges locaux ont permis d'identifier les difficultés pratiques rencontrées sur le terrain, d'y apporter des solutions directes et d'élaborer des propositions concrètes destinées à améliorer la coordination. Les résultats accumulés, affirme-t-il, ont consolidé les acquis issus des rencontres précédentes et permis d'ouvrir la voie à de nouvelles perspectives de coopération, plus larges et mieux structurées.

L'un des apports majeurs de cette coordination renforcée est, selon le général-major Bakhoucha, l'amélioration du traitement des dossiers contentieux, tant au niveau central que local.

Il a également souligné que les bilatérales régulières entre les services douaniers et les instances judiciaires ont contribué à éclaircir de nombreuses problématiques pratiques, notamment celles concernant les procédures de gestion des marchandises saisies ou les modalités de règlement des litiges. Ce rapprochement a aussi permis d'encourager le recours au règlement amiable, devenu une option privilégiée pour clore des affaires dans des délais raisonnables, tout en préservant les intérêts du Trésor. Le directeur général des Douanes n'a pas manqué d'évoquer les défis croissants auxquels les deux secteurs sont confrontés.

Parmi eux, l'essor fulgurant du commerce électronique qui implique, selon lui, d'établir un équilibre délicat entre les impératifs du développement numérique et l'exigence du contrôle légal.

Il a également mentionné la complexité technique et juridique des infractions de change, qui nécessitent une expertise pointue et une coordination permanente. Enfin, la question des objets saisis et des autorisations de disposition avant verdict définitif figure également parmi les points nécessitant un encadrement précis.

Pour sa part, le secrétaire général du ministère de la Justice, Mohamed Regaz, a salué ce rendez-vous annuel devenu, selon lui, une tradition solidement ancrée grâce à la volonté commune des deux départements.

Il a souligné que ces rencontres représentent un véritable espace d'échange d'expériences, de connaissances et de bonnes pratiques, contribuant directement à l'amélioration de l'efficacité judiciaire et à la protection de l'économie nationale contre l'impact des crimes douaniers.

Cette 3e édition, a-t-il expliqué, constitue l'aboutissement logique d'une série de rencontres régionales et de journées d'étude organisées tout au long de 2024 et 2025, témoignant d'une coordination constante.

Le secrétaire général a mis en évidence l'importance de la convention-cadre signée cette année, qui érigé la coopération entre la Justice et la DGD en cadre réglementaire clair et pérenne.

Cet accord permettra d'organiser des activités conjointes selon de nouvelles bases, tout en facilitant l'échange d'informations et l'harmonisation des procédures.

Il a par ailleurs rappelé que l'accord complémentaire conclu avec le Centre de recherche juridique et judiciaire renforcera la dimension scientifique et technique de cette coopération.

Mohamed Regaz a également tenu à saluer la jurisprudence établie par la Cour suprême dans plusieurs affaires douanières complexes, permettant de clarifier des points juridiques sensibles et d'orienter les pratiques judiciaires sur l'ensemble du territoire.

La présence du premier président de la Cour suprême, Tahar Mammou, ainsi que de nombreuses personnalités du secteur, témoigne de l'importance accordée à cet événement.

La rencontre a été marquée par des interventions de spécialistes portant sur les mécanismes du contrôle douanier, les défis du commerce électronique, les infractions de change et les règles procédurales inhérentes au procès douanier.

Ces contributions viennent compléter l'ambition affichée par les deux ministères : moderniser, professionnaliser et rendre plus efficace la coopération entre les deux appareils, dans la perspective de consolider la protection de l'économie nationale et de renforcer la sécurité juridique et commerciale du pays.

R. E.

EL TARF

Le juge des mineurs, pilier de la protection de l'enfant face aux violences et négligences

À El Tarf, une rencontre organisée par la Cour de justice de la wilaya a mis en lumière, jeudi, le rôle central du juge des mineurs dans la préservation des droits de l'enfant, conformément à la loi 15-12 relative à la protection de l'enfant.

L'événement a réuni magistrats, avocats, représentants des directions de l'action sociale, de la santé, de l'éducation ainsi que des associations de protection de l'enfance, de la gendarmerie et de la police nationale, afin de débattre des mécanismes de protection juridique et sociale de l'enfant.

Lors de son intervention, le président de la Cour de justice d'El Tarf, Riadhi Saadi, a souligné que « l'investissement dans l'éducation et la protection des enfants constitue un facteur clé de renforcement socioéconomique à long terme », insistant sur le fait que la négligence ou les violences à l'égard des enfants compromettent leurs capacités sociales et peuvent générer des comportements agressifs.

Le procureur général, Mohcène Chekhab, a rappelé que l'enfant bénéficia de pro-

tectons consacrées par la législation nationale et les conventions internationales, en particulier la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant de 1989, consolidée par la loi nationale 15-12.

Les débats ont mis en avant le rôle déterminant du juge des mineurs dans la prise de décisions relatives aux mesures de protection et de suivi, ainsi que la nécessité d'une coordination étroite entre institutions pour garantir une protection efficace.

Les participants ont également insisté sur l'importance de campagnes de sensibilisation destinées à prévenir toute forme de violence, de maltraitance ou de négligence, affirmant que la prévention et l'éducation demeurent les meilleurs outils pour protéger l'enfant et renforcer sa sécurité physique



et psychologique. Cette rencontre a permis d'échanger sur les pratiques optimales, les outils juridiques disponibles et l'intégration des services sociaux et judiciaires afin d'assurer un suivi efficace des enfants vulnérables. Les intervenants ont

souligné que l'efficacité du dispositif repose sur la formation continue des professionnels et sur la mobilisation des institutions publiques et associatives dans un cadre coordonné.

Cette initiative confirme l'engagement des autorités

judiciaires et sociales d'El Tarf à promouvoir un environnement sûr et protecteur pour les enfants, garantissant le respect de leurs droits fondamentaux et leur bien-être à tous les niveaux de la société.

R.L

ANNABA

La Cour de justice s'engage contre le fléau des psychotropes avec des peines sévères et une stratégie multidimensionnelle

Face à l'augmentation inquiétante du trafic et de la consommation de drogues et de substances psychotropes dans la wilaya d'Annaba, la Cour de la région renforce sa stratégie de prévention et de répression.

Une journée d'étude majeure est en cours de préparation, entièrement consacrée à l'analyse approfondie du cadre juridique applicable et à la définition de mesures opérationnelles pour contrer ce fléau, qui touche particulièrement la jeunesse et menace la cohésion sociale et la santé publique.

Le programme de

cette rencontre se focalise sur les dispositions de la Loi n°04-18 et ses réformes récentes, qui prévoient des sanctions très lourdes pour les infractions liées aux drogues.

Les peines vont de l'emprisonnement à la réclusion criminelle à perpétuité dans les cas graves, notamment l'importation, l'exportation ou la direction de réseaux criminels organisés.

Les infractions commises dans des lieux sensibles, tels que les établissements scolaires ou les centres de désintoxication, entraînent un doublement

des peines. La journée d'étude vise également à sensibiliser les acteurs judiciaires, les services de sécurité, les professionnels de santé et la société civile aux conséquences juridiques, sociales et économiques de la toxicomanie. Le lien entre le trafic de psychotropes et la criminalité organisée, ainsi que les déliés commis pour financer la consommation, constitue un axe majeur des discussions.

Le rôle du service de toxicologie du CHU d'Annaba sera mis en lumière comme centre régional

essentiel pour le dépistage et le suivi des usagers. L'objectif est de créer une stratégie opérationnelle intégrant prévention, répression et réinsertion, en mettant l'accent sur la mobilisation citoyenne et la sensibilisation des jeunes.

La Cour d'Annaba envoie un message clair : la lutte contre les drogues est une priorité nationale, et elle nécessite une coordination renforcée entre justice, sécurité, santé et société civile pour protéger les générations futures et préserver la stabilité sociale de la région.

R.L

ORAN

La police de Misserghine démantèle un nouveau mode de vol technique

Les services de police d'Oran ont mis un terme aux agissements d'un individu spécialisé dans le vol de composants électroniques d'ascenseurs, un phénomène qui s'est multiplié ces derniers mois dans certains quartiers urbains.

L'opération a été menée par l'unité policière du pôle urbain des 13 000 Logements AADL de Misserghine, après la réception de plusieurs signalements de résidents confrontés à des pannes répétées d'ascenseurs.

L'auteur présumé, un homme âgé d'une trentaine d'années, ciblait les cartes mémoires des ascenseurs : des pièces électroniques essentielles au fonctionnement des cabines.

Ces équipements, coûteux et diffi-

ciles à remplacer, représentent une proie de choix pour certains revenus clandestins.

Après un travail d'enquête minutieux incluant des rondes nocturnes, la consultation d'images de surveillance et l'exploitation de renseignements du voisinage, les policiers ont réussi à identifier formellement le suspect et son lieu de résidence.

Une stratégie d'interpellation a été élaborée afin de garantir la récupération des objets volés et d'éviter toute destruction ou dissimulation de preuves.

L'opération a permis de saisir deux cartes mémoires estimées à 40 millions de centimes, qui ont été restituées au gestionnaire de l'immeuble. Le suspect

a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal d'Es Sénia, qui a ordonné son placement en détention provisoire pour vol aggravé, conformément au code pénal.

Les vols de composants techniques « cartes mémoires, cartes mères, systèmes de commande » sont en augmentation dans plusieurs immeubles, causant des interruptions de service préjudiciables aux habitants, en particulier les personnes âgées et les familles avec enfants.

Les autorités locales appellent à renforcer la vigilance dans les bâtiments résidentiels et à signaler tout mouvement suspect dans les cages d'escaliers et locaux techniques.

R.L



MILAN (ITALIE)

Au large de Lampedusa, cinq migrants portés disparus tandis que quarante-cinq autres sont secourus

Un nouveau drame migratoire a été signalé au large de Lampedusa, où cinq migrants « dont un mineur » sont portés disparus après le naufrage d'une embarcation partie des côtes nord-africaines.

Jeudi, l'ONG Save the Children et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ont fait état de témoignages concordants rapportant que 45 personnes ont pu être secourues par les garde-côtes italiens, parmi lesquelles 25 mineurs non accompagnés.

Selon les premiers éléments recueillis, le groupe « composé notamment de ressortissants de Gambie, Sierra Leone, Mali, Sénégal, Guinée et Côte d'Ivoire » avait quitté la zone à bord d'une barque métallique d'environ 7 mètres, un type d'embarcation extrêmement vulnérable aux conditions maritimes instables qui caractérisent régulièrement les abords de Lampedusa.

Le média local Agrigento Notizie indique



que les migrants ont relaté la disparition de cinq passagers dans les heures ayant précédé leur sauvetage. Les autorités italiennes ont immédiatement engagé des recherches, même si les opérations de repérage

demeurent rendues difficiles par les conditions météo et l'étendue de la zone maritime.

Ce drame intervient alors que l'Italie a enregistré, entre le 24 et le 30 novembre, l'arrivée de 75 migrants supplémentaires, portant le total des arrivées à 63.086 personnes depuis le début de l'année 2025, un chiffre en léger recul d'environ 1 % par rapport à l'année précédente selon les données du HCR.

R.I

MAROC

Le mouvement de la jeunesse décide de reprendre les manifestations

Le mouvement de la jeunesse qui mène des protestations au Maroc depuis fin septembre dernier, a annoncé la reprise des manifestations mercredi prochain.

Dans un communiqué, le mouvement a indiqué que ces manifestations coïncident avec la Journée internationale des droits de l'Homme, célébrée le 10 décembre de chaque année.

Le mouvement a déclaré que 1.473 personnes, dont 330 mineurs, sont détenues dans les prisons du Makhzen en lien avec les récentes manifestations réclamant des réformes, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Il ne s'agit pas seulement d'un chiffre, précise-t-il, car ces personnes dorment dans des cellules froides et surpeuplées.

Le mouvement a affirmé aussi que ces mineurs devraient être aujourd'hui dans leurs salles de classe, mais qu'ils se retrouvent dans les tribunaux et les prisons pour avoir "réclamé un hôpital qui les soigne dignement, une école qui garantisse leur avenir et une justice qui sanctionne les corrompus. La réponse a été des condamnations sévères, allant jusqu'à 15 ans de prison ferme".

En outre, le mouvement a vivement critiqué les pratiques du régime du Makhzen, qu'il qualifie de "contraires à la loi", ajoutant que tout cela se produit "dans un pays qui a ratifié les conventions internationales et qui se prépare à célébrer la Journée internationale des droits de l'Homme".

Il a tenu à préciser également que le 10 décembre "ne sera pas un jour de

slogans creux dans les hôtels, mais un jour de vérité dans les places publiques".

Dans le même contexte, le comité de soutien aux familles des victimes de la répression du mouvement de la jeunesse a lancé un appel aux familles et proches des victimes, des détenus et des personnes poursuivies en liberté provisoire, ainsi qu'à toutes les victimes de la répression des manifestations, afin d'établir un contact avec elle pour renforcer les efforts de suivi et d'accompagnement.

Elle a également appelé toutes les forces politiques, des droits humains et syndicales à créer des comités locaux de soutien et d'appui, afin de coordonner l'action en faveur des victimes des violations des droits de l'homme, au niveau national et international.

GRÈCE

17 morts dans le naufrage d'une embarcation de migrants



Dix-sept migrants, tous des hommes, ont été retrouvés morts samedi après le naufrage de leur embarcation au sud de l'île grecque de Crète, a indiqué une porte-parole des garde-côtes grecs.

"Deux survivants dans un état critique ont été hospitalisés", selon la porte-parole. Des autopsies doivent être réalisées alors que les circonstances du naufrage ne sont pas connues.

Selon la chaîne de télévision publique ERT, les corps des migrants ont été

retrouvés à l'intérieur de l'embarcation qui prenait l'eau et était en partie dégonflée.

L'hypothèse d'une hypothermie ou d'une déshydratation est donc examinée par les médecins légistes, selon ERT. L'embarcation a été découverte à 26 milles nautiques au sud-ouest de la Crète, selon les autorités grecques.

Un cargo battant pavillon turc a repéré l'embarcation en fin d'après-midi et averti les autorités grecques, a précisé l'agence

de presse grecque Ana.

Selon les garde-côtes grecs, deux navires des garde-côtes, un de l'agence européenne Frontex, trois navires de passage, ainsi qu'un hélicoptère Super Puma et un avion de Frontex, se sont rendus sur les lieux du naufrage.

Les deux survivants ont indiqué que l'embarcation était devenue instable en raison du mauvais temps et qu'il n'y avait aucun moyen de se couvrir ni de se nourrir ou de s'hydrater, selon cette même source.

ESPAGNE

Démantèlement d'un vaste trafic de drogue impliquant six camions en provenance du Maroc



La Garde civile espagnole a déjoué une tentative d'introduction clandestine de plus de deux tonnes de haschisch dissimulées dans six camions en provenance du port marocain de Tanger-Med et à destination du port d'Algésiras, rapportent des médias espagnols. Cette opération, qualifiée d'"importante", a permis de mettre au jour un système sophistiqué de dissimulation et de contrebande mis en œuvre par un réseau soupçonné d'être impliqué dans le trafic de drogue entre le nord du Maroc et le sud de l'Espagne.

Selon le journal Europa Sur, l'affaire remonte au 9 novembre, lorsque l'unité espagnole d'analyse des risques a remarqué des signes inhabituels sur la première remorque arrivant de Tanger: des soudures irrégulières, des pièces métalliques ajoutées et un soubassement modifié qui ont éveillé les soupçons des douaniers et des gardes civils.

Pour confirmer leurs soupçons, les équipes de sécurité ont utilisé un chien dressé pour détecter la drogue, qui a immédiatement indiqué le lieu de stockage, avant qu'un démontage minutieux de la remorque ne révèle la présence de supports en fer transformés en cavités secrètes remplies de plaques de haschisch. Suite à cette première infraction, les autorités espagnoles ont étendu leur enquête à d'autres camions présentant les mêmes caractéristiques techniques. Cinq autres camions, tous équipés de la même structure mécanique modifiée, transportant des centaines de kilogrammes de haschisch, ont ensuite été interceptés, portant la quantité totale saisie à 2.133 kilogrammes.

Les premiers éléments de l'enquête laissent penser que l'opération est liée à un groupe criminel organisé qui utilise des méthodes de contrebande sophistiquées pour contourner les contrôles portuaires. Six chauffeurs, soupçonnés de trafic international de stupéfiants, ont été arrêtés et placés en détention provisoire.

Les drogues, les camions et les personnes détenues ont été déférés devant la justice espagnole, tandis que les autorités compétentes poursuivent leurs investigations afin de déterminer l'étendue du réseau, ses itinéraires d'acheminement et les parties responsables de l'équipement des camions modifiés.

Plusieurs réseaux de trafic de drogue impliquant le Maroc ont été démantelés au cours de ces derniers mois dans plusieurs pays européens, notamment l'Espagne, dans le cadre de la lutte contre le trafic de stupéfiants en provenance du Maroc, premier producteur mondial de haschisch et source principale d'approvisionnement pour le marché européen.

APS

LA SOLIDARITÉ NATIONALE SE RENFORCE

Réhabilitation du foyer des personnes âgées et lancement d'une campagne nationale d'équipements spécifiques

En visite de travail dans la wilaya de Batna, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a présidé la remise en service du foyer des personnes âgées de la cité Bouakal après une réhabilitation complète destinée à améliorer les conditions d'accueil et la qualité de prise en charge.

Cette action, inscrite dans la stratégie globale de modernisation des structures sociales, illustre l'engagement du secteur à offrir aux personnes âgées un environnement digne, sécurisé et adapté à leurs besoins.

La ministre a longuement inspecté les installations, s'enquérant de l'encadrement et du suivi apportés aux pensionnaires.

Sa visite s'est poursuivie par l'inauguration et l'inspection d'autres structures spécialisées, ainsi que par le lancement d'une opération nationale de distribution d'équipements destinés aux personnes aux besoins spécifiques, en coïncidence avec la Journée internationale des personnes handicapées.

Devant les autorités locales et les représentants du secteur associatif, Soraya Mouloudji a mis en avant l'importance d'une organisation rigoureuse permettant une distribution équitable et adaptée des équipements, notamment ceux destinés à l'enseignement et à l'autonomie fonctionnelle.

Elle a annoncé qu'un montant d'un milliard de dinars a été consacré, au titre de l'exercice 2025, à l'acquisition de plus de 20 000 dispositifs, dont des fauteuils roulants électriques, des appareils auditifs et d'autres outils d'assistance.

Lors d'une journée d'étude à l'université Batna-1, la ministre a rappelé que la prise en charge des personnes en situation de handicap repose sur une vision d'autonomisation sociale, d'intégration économique et de généralisation des technologies d'assistance. Elle a également salué la décision du président de la République de créer un centre national dédié aux enfants atteints de troubles du spectre autistique, symbole d'un engagement fort envers les catégories vulnérables. La visite de Soraya Mouloudji s'est poursuivie par le lancement de deux caravanes de solidarité, l'une à vocation médicale et sociale vers les communes éloignées, l'autre destinée à offrir aux personnes âgées une excursion récréative à Guelma. Elle a enfin inauguré deux centres psychopédagogiques pour enfants déficients mentaux ainsi qu'une école spécialisée pour enfants sourds et malentendants, rénovée et rouverte pour garantir un accueil optimal.

R. R.

COOPÉRATION

Signature d'une convention de coopération entre le ministère de la Santé et le HCN pour bénéficier des services de cloud computing national

Le ministère de la Santé et le Haut commissariat à la numérisation (HCN) ont signé une convention de coopération portant sur la mise des services de cloud computing national, relevant du Centre national algérien des services numériques, à la disposition du secteur de la santé, indique, vendredi, un communiqué du ministère.

"Cette convention qui s'inscrit dans le cadre de l'accélération du processus de numérisation du système de santé et du renforcement de sa disponibilité opérationnelle, a été signée, jeudi, par le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, et la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Mme Meriem Benmouloud", ajoute la même source.

"Cette convention vise à organiser et à mettre en place des mécanismes permettant d'exploiter les ressources nationales de cloud computing au profit du secteur de la Santé, afin de développer des plateformes numériques innovantes dans le domaine de la santé, d'héberger des bases de données sensibles dans des espaces hautement sécurisés et de permettre aux structures de santé de fonction-

ner dans un écosystème numérique intégré et sécurisé", précise le communiqué.

Dans son allocution, lors de la cérémonie de signature, le ministre de la Santé a souligné que "l'utilisation des services de cloud computing constitue une étape importante dans la numérisation du secteur de la Santé", ajoutant qu'elle "s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement pour développer les services publics de santé et fournir une infrastructure technique moderne capable d'améliorer les performances et la prise en charge des patients et des citoyens en général".

M. Ait Messaoudene a exprimé, à cet effet, "sa haute considération des efforts déployés par le Haut commissariat à la numérisation, sous la direction de Mme Meriem Benmouloud, saluant le travail sérieux et l'accompagnement technique constant qu'il assure aux secteurs ministériels, notamment le secteur de la santé, afin de concrétiser la transformation numérique".

"Cette coopération et cet accompagnement constituent deux éléments clés dans la réussite des projets de numérisation et dans l'établissement

ORAN

L'USTO mobilise sa communauté : une journée scientifique dédiée à la prévention contre le VIH/SIDA

L'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed Boudiaf a organisé ce dimanche une journée de sensibilisation et de prévention entièrement consacrée au VIH/SIDA, une initiative qui s'inscrit dans les orientations du recteur, Pr Hamou Ahmed, en collaboration étroite avec les équipes médicales de l'EHU.



pour réduire la stigmatisation qui touche les personnes vivant avec le virus.

Les experts ont insisté sur le rôle crucial de la sensibilisation dans les milieux universitaires, où les jeunes doivent être les premiers acteurs de la prévention. Une autre intervention a porté sur la prise en charge des hommes séropositifs dans les contextes de procréation médicamenteuse assistée, un domaine en pleine évolution qui ouvre de nouvelles perspectives pour les

couples concernés.

À travers ce programme dense, l'USTO renforce sa place en tant qu'institution engagée dans la promotion de la santé publique, de l'information scientifique et de la responsabilité collective. En invitant étudiants, enseignants et personnels à participer activement, l'université réaffirme que la connaissance et le dépistage demeurent les piliers essentiels pour freiner la propagation du VIH.

R. L.

Un congrès international qui redéfinit la lutte contre le diabète

Près de 600 spécialistes venus d'Algérie et de plusieurs pays étrangers se sont donné rendez-vous ce week-end à Oran pour participer au 10e congrès international consacré à la lutte contre le diabète et aux maladies cardiovasculaires.

Organisé à l'hôtel Le Bey par l'Association des médecins spécialistes indépendants d'Oran, cette rencontre scientifique majeure se positionne comme un carrefour d'échanges, de savoirs et de réflexions autour de pathologies qui restent parmi les plus meurtrières au monde.

Placé sous le thème de l'actualisation des connaissances et des avancées thérapeutiques, l'événement réunit endocrinologues, cardiologues, chercheurs, nutritionnistes et praticiens hospitaliers autour d'un programme dense comprenant conférences plénières, ateliers interactifs et débats scientifiques approfondis.

Cette diversité d'expertises reflète la volonté des organisateurs de créer une synergie entre disciplines pour mieux comprendre les mutations rapides des maladies métaboliques et cardiovasculaires, notamment dans un contexte où le diabète connaît une progression préoccupante en Algérie et au Maghreb.

Au cœur des échanges, les intervenants explorent les dernières avancées en matière de protocoles de prise en charge, les innovations thérapeutiques émergentes et les stratégies ciblées visant à renforcer le diagnostic précoce.

Les spécialistes insistent particulièrement sur les facteurs aggravants que sont l'obésité, la sédentarité et la prédisposition génétique, autant d'éléments qui nécessitent une vigilance accrue et des approches modernisées.

L'un des points forts de ce congrès réside dans la volonté de mettre l'accent sur la prévention, un volet encore insuffisamment intégré dans les routines médicales et dans la culture sanitaire du public.

Les experts rappellent que la sensibilisation, l'éducation thérapeutique et l'accompagnement des patients constituent des leviers essentiels pour réduire l'incidence des complications graves.

Selon les responsables de l'association organisatrice, la tenue régulière de ce rendez-vous international illustre l'engagement croissant des praticiens algériens à s'inscrire pleinement dans une dynamique scientifique mondiale.

Pour eux, ce congrès n'est pas seulement un espace de formation continue, mais un véritable laboratoire d'idées et de coopération, où se tissent des partenariats porteurs pour l'avenir de la santé publique en Algérie.

En réunissant autant d'experts, Oran confirme son statut de pôle scientifique incontournable et d'acteur engagé dans la lutte contre les maladies chroniques.

R. R.

IRLANDE DU NORD

Une hausse des IVG qui relance le débat social et politique

L'Irlande du Nord voit de nouveau ses chiffres de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) repartir à la hausse, selon le bulletin statistique annuel publié le 2 décembre par le ministère de la Santé.

Pour l'année 2024/2025, 2 899 avortements ont été recensés, contre 2 795 l'année précédente, soit une hausse de 3,7 %. Cette publication, qui analyse les cinq premières années d'application du nouveau cadre juridique entré en vigueur le 31 mars 2020, offre un panorama détaillé de l'évolution des pratiques et des profils concernés.

Les données confirment une tendance déjà observée ces dernières années : l'IVG médicamenteuse demeure la méthode largement privilégiée, représentant 88,9 % des interventions pratiquées.

La quasi-totalité des interruptions de grossesse – 2 692 au total – sont survenues avant 11 semaines et 6 jours, soit 94,6 % des cas enregistrés. Le ministère précise par ailleurs que 89,1 % des IVG ont été effectuées avant la 10^e semaine, un léger recul par rapport aux 93 % observés en 2023/2024.

La répartition par âge révèle que les femmes de 18 à 24 ans sont les plus concernées, avec 2 215 procédures recensées. Le rapport fait également état de 74 cas impliquant des mineures de moins de 18 ans et de 565 interventions chez des femmes âgées



de 35 ans ou plus. Les avortements pratiqués à partir de 20 semaines restent marginalisés, ne représentant que 1,2 % des situations en 2024/2025. Au-delà des chiffres, la question du contexte social occupe une place centrale dans le débat public. Pour l'universitaire et militante Goretty Horgan, la hausse des IVG doit être analysée à la lumière des difficultés économiques persistantes. Selon elle, agir sur le coût de la vie, l'accès au logement, la garde d'enfants et la lutte contre la pauvreté des familles serait indispensable pour réduire durablement le nombre d'avortements.

Un constat rejoint par de nombreux acteurs associatifs qui soulignent que la précarité pèse lourdement sur les décisions des femmes. Le député Timothy Gaston, opposé à la pratique de l'avortement, dénonce lui aussi les pressions économiques, familiales et culturelles qui peuvent pousser à interrompre une grossesse.

Il estime qu'il serait « tout sauf compatissant » d'ignorer ces réalités sociales, affirmant que les femmes devraient bénéficier d'un soutien concret plu-

tôt que d'être confrontées à des conditions les menant vers l'IVG. À ses yeux, l'argument selon lequel les avortements enregistrés depuis la dériminalisation seraient principalement liés à des circonstances exceptionnelles ne reflète pas la réalité, citant les 8 000 interventions pratiquées en quatre ans comme preuve d'un phénomène beaucoup plus large et complexe. Dépénalisé le 22 octobre 2019, l'avortement en Irlande du Nord continue ainsi d'alimenter un débat sociétal profond, où s'entremêlent considérations sanitaires, enjeux économiques et divergences morales.

La progression récente du nombre d'IVG, bien que modérée, relance les interrogations sur les politiques d'accompagnement et sur les réponses sociales à apporter aux femmes confrontées à une grossesse non désirée.

À travers ce bilan statistique, c'est toute une réflexion nationale qui se ravive autour de la place du soutien familial, des conditions de vie et du rôle de l'État dans la prévention et l'accompagnement.

R.I.

DENGUE

Le Brésil développe le premier vaccin mondial à dose unique



Le Brésil a achevé avec succès les essais d'un vaccin à dose unique contre la dengue et est prêt à commencer ses livraisons vers les pays les plus vulnérables, a annoncé, jeudi, le recteur de l'université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ), Roberto Medronho. "Nous avons créé un vaccin à un

seul composant. De tels développements n'existaient pas dans le monde jusqu'à présent. Les gens n'auront plus besoin de retourner dans les centres de santé pour recevoir une deuxième ou une troisième dose", a expliqué M. Medronho.

Le vaccin a été développé par l'Institut Butantan, centre de

recherche médicale à São Paulo, a-t-il précisé, ajoutant que plus d'un million de doses ont déjà été produites. "Bien que nous n'ayons pas encore (la capacité) de produire des millions de doses, nous collaborons déjà avec une entreprise chinoise qui nous assistera dans ce travail, notamment pour orga-

niser les livraisons", a-t-il indiqué, relevant que "les Brics en tirent un grand bénéfice, car ce sont principalement les pays des zones tropicales qui souffrent de la dengue".

En 2024, le Brésil avait déjà lancé la première campagne de vaccination de son histoire contre la dengue suite à une forte augmentation du nombre de cas. La dengue est une maladie tropicale dangereuse.

Elle est arrivée au Brésil à la fin du 19^e siècle depuis l'Asie du Sud-Est. Avant l'apparition du vaccin, la seule méthode efficace pour lutter contre les épidémies de dengue était la destruction des habitats de ses vecteurs, les moustiques.

PALESTINE

Aggression sioniste contre Ghaza : le bilan s'alourdit à 70.360 martyrs et 171.047 blessés



L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 70.360 martyrs et 171.047 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué dimanche par les autorités sanitaires palestiniennes.

Les corps de six martyrs ainsi que 17 blessés ont été transférés vers les hôpitaux de Ghaza au cours des dernières 24 heures, précise la même source, notant que les corps de nombreuses victimes se trouvent encore sous les décombres.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, octobre dernier, pas moins de 373 Palestiniens sont tombés en martyrs et 970 autres ont été blessés, tandis que les corps de 624 martyrs ont été récupérés, a ajouté la même source.

VACCINS

L'OMS optimiste sur la pièce manquante du traité sur la pandémie



Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a estimé vendredi que les pays membres étaient en bonne voie pour finaliser l'élément crucial manquant du traité sur les pandémies, qui déterminera les modalités de partage des vaccins.

En avril, les Etats membres de l'OMS ont conclu un accord historique sur les pandémies, visant à faire face aux futures crises sanitaires, après plus de trois ans de négociations déclenchées par le choc de la Covid-19.

Cet accord vise à prévenir les réponses désorganisées et la panique mondiale qui ont caractérisé la pandémie de Covid-19, en améliorant la coordination et la surveillance mondiales, ainsi que l'accès aux vaccins, lors de futures pandémies.

Cependant, le cœur du traité, le mécanisme d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages (PABS), a été mis de côté afin de permettre la conclusion de l'accord.

Les pays disposent d'une année supplémentaire pour définir les modalités de mise en œuvre de ce système. Le mécanisme PABS porte sur le partage de l'accès aux agents pathogènes à potentiel pandémique, puis sur le partage des avantages qui en découlent: vaccins, tests et traitements.

Les pays ont pour finaliser le système PABS d'ici la prochaine Assemblée mondiale de la santé, à la mi-mai. L'assemblée annuelle des Etats membres est l'organe décisionnel de l'OMS. "Il s'agit à la fois d'une opportunité et d'une responsabilité pour toute une génération", a dit le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, à l'issue d'une semaine de négociations entre les pays.

"Alors que nous nous apprêtons à clore cette année, nous sommes en bonne position pour dégager un consensus, finaliser le projet et préparer son adoption lors de la prochaine Assemblée mondiale de la santé", a-t-il fait valoir. Les pays reprendront leur quatrième cycle de négociations du 20 au 22 janvier. Une fois le système PABS finalisé, l'accord dans son intégralité pourra être ratifié par les Etats membres: 60 ratifications sont nécessaires pour que le traité entre en vigueur.

APS

Comment prévenir l'obésité infantile ?

L'obésité ne concerne pas seulement les adultes. De plus en plus d'enfants ont aussi de sérieux problèmes de poids. Le problème est que les parents ne réagissent souvent qu'à la préadolescence. Or, plus on agit tard, plus il est difficile d'inverser la tendance... Les conseils pour prévenir l'obésité chez les enfants.

Mon enfant est-il trop gros ?

Pour diagnostiquer l'obésité chez l'adulte, on se sert de l'indice de masse corporelle (IMC). En revanche, chez l'enfant qui grandit, les choses sont plus compliquées. Pour faciliter le diagnostic, on a donc créé les courbes de corpulence : elles permettent de comparer l'IMC de votre petit à celui d'enfants du même âge et du même sexe. En un coup d'œil, vous savez si votre fils ou votre fille est dans la norme : si sa courbe est au-dessus de la courbe moyenne de référence, c'est qu'il a un problème de poids. D'où l'intérêt de bien tenir à jour le carnet de santé de l'enfant dans lequel on retrouve ces fameuses courbes. Ne négligez pas les consultations médicales obligatoires, en particulier celles des 9 et 24 mois. Elles sont l'occasion de faire le point sur l'évolution de la taille et du poids de votre enfant.

Si jamais la courbe de votre enfant "décroche" de la courbe de référence, vous devez consulter. Normalement, l'IMC grimpe en flèche jusqu'à 12-15 mois mais ensuite il balance pour atteindre son minimum aux alentours de 6 ans. Il augmente ensuite à nouveau : c'est ce que l'on appelle le rebond d'adiposité. Trois cas de figure possibles doivent attirer votre attention : l'indice continue à croître après 15 mois ; l'indice ne augmente pas à partir de 6 ans mais augmente plus tôt, vers 3-4 ans ; l'IMC est dans la norme jusqu'à 6-8 ans mais fait un bond ensuite.

Méfiez-vous aussi si votre nourrisson à l'allure "crevette" des enfants à l'IMC très bas et qui n'augmente pas comme prévu sur les courbes. Ces enfants se mettent aussi à revoler les comportements alimentaires à la maison et le mode de vie de votre enfant.

Pratique : vous pouvez télécharger les cours de corpulence sur le site de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) ici.



Enfant : à qui s'adresser en cas de surpoids ?

Vous vous interrogez depuis quelque temps, jusque-là, vous vous disez seulement que votre enfant était "très bien portant". Mais maintenant, vous craignez qu'il ait un réel problème de surpoids. Vous pouvez vous tourner vers l'un de ces professionnels :

Le médecin traitant ; généralistes et pédiatres sont de plus en plus sensibilisés à la surpoids de l'enfant.

Les médecins psychologues et infirmières scolaires : ils peuvent vous aider eux aussi à revoler les comportements alimentaires à la maison et le mode de vie de votre enfant.

Les services PMI (Protection maternelle & infantile) : ils sont particulièrement utiles pour les familles à revenus modestes, à la recherche d'aide.

Apprendre à l'enfant à bien manger

Si on inculque de bonnes habitudes dès tôt à l'enfant, manger varié, équilibré et en quantités raisonnables deviendra (presque) naturel pour lui. Gardez aussi à l'esprit qu'un enfant a un avantage par rapport à l'adulte : il continue à grandir. S'il réussit à stabiliser son poids, en prenant plusieurs centimètres, sa silhouette sera automatiquement s'affiner...

Encourager l'activité physique de l'enfant

Le surpoids et l'obésité peuvent venir d'une mauvaise alimentation mais aussi d'un manque d'activité physique. Pour cette raison, il est important de vérifier que votre enfant ne passe pas trop de temps devant la télévision ou les jeux vidéo.

Pour le distraire, pensez à lui proposer en contrepartie des activités motivantes. Même si c'est contrariant pour vous, essayez de vous dégager un peu de temps pour l'amener à des cours de tennis, de judo, de danse, de natation, etc...

Si le petit vous voit grimacer devant vos épéhards, il risque fort de vous imiter. Ainsi, après analyses, l'étude stipule qu'un enfant passant au moins une heure devant la télévision a un risque d'obésité de 58 à 73% supérieur à celui enregistré par ceux qui la regardent moins de 60 minutes. Le risque de surpoids est quant à lui augmenté de 50 à 60%.

En revanche, l'étude n'a montré aucun lien entre le temps passé devant un écran d'ordinateur et le surpoids de ces jeunes enfants.

Ces résultats n'ont rien d'étonnant vis-à-vis de la télévision puisque la sédentarité est intimement liée à l'obésité, c'est la première fois que des chercheurs s'intéressent à des enfants de cette classe d'âge.

« Compte tenu des preuves accablantes entre le temps passé devant la télévision et le surpoids, les pédiatres et les parents devraient essayer de limiter l'exposition de l'enfant à la télévision », estime le Dr. Marc DeBoer, professeur agrégé de pédiatrie à l'Université de Virginie.

Actuellement, l'Académie américaine de pédiatrie conseille de limiter le visionnage de la télévision à deux heures par jour pour les enfants de 2 à 17 ans et au moins 150 minutes d'exercice modéré par semaine pour les adultes.



La télévision dans la chambre rend les enfants obèses

La télé favorise le surpoids des enfants surtout si elle se trouve dans leur chambre selon une nouvelle étude américaine. Les enfants qui regardent la télévision dans leur chambre, sont plus à risque de devenir obèses que les autres après les résultats d'une étude publiée dans la revue « Journal of the American Medical Association » (JAMA) pédiatriques.

Les scientifiques de l'Université de Dartmouth ont analysé les données médicales et comportementales de 3 000 enfants de 2 à 17 ans et de leurs parents. Ces témoins ont répondu à un sondage téléphonique qui a révélé un chiffre surprenant : 60 % des enfants possèdent un écran dans leur chambre.

En comparant leur poids et leur IMC, les scientifiques ont constaté

que ces enfants pesaient en moyenne 400 grammes de plus que ceux qui n'en ont pas. De plus leur IMC (indice de masse corporelle) a augmenté d'un demi-point en deux ans et de 0,5 point en quatre ans par rapport aux autres enfants.

La télévision dans la chambre favorise la sédentarité

La télévision dans la chambre favorise la sédentarité et le manque de sommeil, deux facteurs aggravants pour le surpoids et l'obésité. Une recherche du Conseil de l'Université de Londres a révélé qu'à cause des écrans, seul un enfant sur deux pratique un exercice physique quotidien. De plus, le temps passé devant un écran est nuisible à la qualité et la quantité de sommeil. Le manque de

sommeil impacte le cerveau dans son ensemble et il perturbe particulièrement la zone qui gère la satiété et l'appétit. Peut pas assez dire pour faciliter l'obésité. Une précédente étude américaine de l'Université de Californie soulignait d'ailleurs que « les aliments les plus caloriques étaient particulièrement recherchés par les personnes privées de sommeil d'où le lien entre le manque de sommeil, le gain de poids et l'obésité. »

Cette situation est alarmante au vu des connaissances sur les maladies chroniques liées à la sédentarité et à l'obésité. Rappelons que l'OMS préconise de pratiquer au moins 60 minutes d'activité par jour pour les enfants de 5 à 17 ans et au moins 150 minutes d'exercice modéré par semaine pour les adultes.

Une heure de télévision par jour, c'est déjà trop

Une heure de télévision par jour serait suffisant pour un enfant de 5 ans devenir obèse, d'après une nouvelle étude scientifique américaine. En revanche, l'ordinateur n'aurait pas d'effet néfaste sur le poids des enfants. Si vous avez prévu de passer le week-end prolongé devant la télé avec vos enfants, sachez que ce n'est pas du tout conseillé pour leur santé. Une nouvelle étude américaine vient alimenter les connaissances sur les effets néfastes de la télévision pour les enfants, et sa conclusion est sans équivoque.

Les enfants de 5 ans regardant la télévision durant une heure ou plus par jour ont un risque d'obésité jusqu'à 73% plus élevé que ceux qui la regardent pendant moins d'une heure.

Un enfant n'a pas les mêmes besoins que votre ado ni votre mari ou votre épouse. Alors, soyez bien doser les quantités. Vous pouvez vous aider pour cela par un diététicien ou un nutritionniste.

« Habitez votre enfant à manger à heures régulières, assis à une table, à ne pas sauter de repas ou encore à ne pas grignoter dans la journée. »

« Exceptionnellement, vous pouvez emmener vos enfants aux fast-food. Mais préférez un repas équilibré : de l'eau plutôt qu'un soda, une salade de fruits en dessert... »

Encourager l'activité physique de l'enfant

Le surpoids et l'obésité peuvent venir d'une mauvaise alimentation mais aussi d'un manque d'activité physique. Pour cette raison, il est important de vérifier que votre enfant ne passe pas trop de temps devant la télévision ou les jeux vidéo.

Pour le distraire, pensez à lui proposer en contrepartie des activités motivantes. Même si c'est contrariant pour vous, essayez de vous dégager un peu de temps pour l'amener à des cours de tennis, de judo, de danse, de natation, etc...

Si le petit vous voit grimacer devant vos épéhards, il risque fort de vous imiter. Ainsi, après analyses, l'étude stipule qu'un enfant passant au moins une heure devant la télévision a un risque d'obésité de 58 à 73% supérieur à celui enregistré par ceux qui la regardent moins de 60 minutes. Le risque de surpoids est quant à lui augmenté de 50 à 60%.

En revanche, l'étude n'a montré aucun lien entre le temps passé devant un écran d'ordinateur et le surpoids de ces jeunes enfants.

Ces résultats n'ont rien d'étonnant vis-à-vis de la télévision puisque la sédentarité est intimement liée à l'obésité, c'est la première fois que des chercheurs s'intéressent à des enfants de cette classe d'âge.

« Compte tenu des preuves accablantes entre le temps passé devant la télévision et le surpoids, les pédiatres et les parents devraient essayer de limiter l'exposition de l'enfant à la télévision », estime le Dr. Marc DeBoer, professeur agrégé de pédiatrie à l'Université de Virginie.

Actuellement, l'Académie américaine de pédiatrie conseille de limiter le visionnage de la télévision à deux heures par jour pour les enfants de 2 à 17 ans et au moins 150 minutes d'exercice modéré par semaine pour les adultes.

Les femmes prennent trop de kilos pendant la grossesse

Seule une femme enceinte sur trois prend le poids recommandé par les médecins. Or les kilos en excès ont des conséquences sur la santé de la maman et du futur bébé.

poids et obésité, un risque de diabète, risque d'insuffisance rénale et hépatique, risque d'accident vasculaire cérébral.

Chez l'enfant aussi l'excès de poids pendant la grossesse comporterait des risques tels qu'un risque de prémature ou encore un risque d'autisme.

La prise de poids idéale

A l'inverse une prise de poids insuffisante chez la femme enceinte peut également être néfaste pour le bébé en favorisant le risque de surpoids.

Alors quelle est la bonne prise de poids ? Tout dépend de l'indice de masse corporelle de la femme (IMC) avant sa grossesse. Pour les IMC normaux compris entre 18,5 et 25, la prise de poids idéale se situe entre onze et seize kilos.

Pour limiter la prise de poids pendant la grossesse, il est important de continuer à manger équilibré et de ne pas abuser des produits gras (charcuteries, viennoiseries) et sucrés mais aussi de poursuivre des activités physiques (marche, piscine, yoga). En cas de fringale au goûter, il est conseillé de privilier le yaourt, un yaourt nature et des céréales complètes plutôt que des aliments sucrés type gâteaux.



Grossesse et obésité : des conseils nutritionnels qui fonctionnent

Une nouvelle étude montre que les conseils nutritionnels individuels et une prise en charge en groupe peuvent aider les femmes enceintes obèses à prendre de moins de poids et à couvrir d'efforts salutaires.

L'obésité durant la grossesse nuit à la santé de la mère mais aussi de l'enfant à naître, et peut entraîner diabète, fausse couche, et obésité chez le futur bébé.

Une nouvelle étude publiée dans le journal scientifique Obesity a montré que ces risques peuvent être limités, à l'aide d'un programme nutritionnel motivant, permettant une meilleure hydratation et une moindre prise de poids lors de la grossesse.

Une prise de poids de 5 à 10 kg seraient suffisantes pour une femme enceinte obèse, contre 1 à 16 kg pour les femmes à l'IMC normal (entre 18 et 23), d'après les recommandations de l'Institut de Médecine des Etats-Unis. Afin d'identifier la meilleure méthode pour limiter la prise de poids, des chercheurs de l'Oregon (Etats-Unis) ont fait appel à 114 femmes obèses (IMC-30) enceintes, dont la moitié a dû participer à un programme intensif (réunions en groupes, pesées, objectifs caloriques et exercices physiques...). L'autre moitié de femmes a uniquement rencontré un diététicien, et a informé de ce qu'il faut manger pour une alimentation saine.

Trois kilos en moins. Ce qui est alors ressorti de l'étude, c'est que les femmes inscrites au programme intensif ont pris environ 3 kg de moins que celles qui n'y ont pas participé.

Deux semaines après les accouchements, les



babés dont la croissance allait trop vite in utero, comparé à l'autre groupe. « La plupart des interventions pour limiter la prise de poids des femmes obèses lors de la grossesse ont échoué, mais notre étude montre qu'avec un suivi régulier et des encouragements, ces femmes peuvent limiter leur prise de poids », enthousiasme le professeur Kim Vesco, co-auteur de l'étude. Mais elles doivent pour cela rechercher le soutien et des conseils nutritionnels auprès de médecins ou de diététiciens pour les aider à atteindre leur but. »

SOUDAN

L'ONU appelle à un arrêt "immédiat" des combats

Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a appelé jeudi les belligérants à cesser "immédiatement" les combats dans le sud du Soudan, affirmant craindre une nouvelle vague d'atrocités après les massacres d'El-Fasher.



"Nous ne pouvons rester silencieux face à cette nouvelle catastrophe", a déclaré Türk dans un communiqué, soulignant que "ces combats doivent cesser immédiatement et l'aide humanitaire vitale doit parvenir aux personnes menacées de famine".

Les combats se sont intensifiés cette semaine dans la région du Kordofan, dans le sud du Soudan, l'armée cherchant à repousser les Forces de soutien rapide (FSR) loin de l'axe routier vital reliant la capitale Khartoum au Darfour.

Depuis le 25 octobre, date à laquelle les FSR ont pris le contrôle de la ville de Bara, dans le Kordofan-Nord, le Haut-Commissariat a recensé "au moins 269 morts parmi les civils, victimes de frappes aériennes, de tirs d'artillerie et d'exécutions sommaires".

Il affirme avoir notamment relevé "des cas de représailles, de détentions

arbitraires, d'enlèvements, de violences sexuelles et de recrutements forcés, y compris d'enfants".

"Il est véritablement choquant de voir l'histoire se répéter au Kordofan si peu de temps après les événements terrifiants d'El-Fasher", a déclaré le Haut-Commissaire, en référence aux exactions commises par les FSR après la prise fin octobre de la dernière grande ville du Darfour (ouest) qui échappait à leur contrôle.

"Nous ne devons pas permettre que le Kordofan devienne un autre El-Fasher", a insisté M. Türk.

Dans son communiqué, le Haut-Commissariat rapporte que le 3 novembre dernier, un drone des FSR avait frappé une tente où des personnes en deuil étaient rassemblées à El Obeid, dans le Kordofan du Nord, tuant 45 personnes, principalement des femmes.

Il indique aussi que le 29 novembre,

une frappe aérienne des Forces armées soudanaises (SAF) à Kauda, dans le Kordofan du Sud, aurait fait au moins 48 morts, pour la plupart des civils.

Selon l'organisation, "de violents combats se poursuivent depuis dans les trois Etats du Kordofan".

"La situation humanitaire est catastrophique : la famine est confirmée à Kadugli et un risque de famine persiste à Dilling", ajoute le Haut-Commissariat.

"Nous ne pouvons (...) laisser d'autres Soudanais devenir victimes de terribles violations des droits de l'homme. Nous devons agir", a insisté M. Türk.

Depuis avril 2023, les combats ont fait des dizaines de milliers de morts, forcé le déplacement de 12 millions de personnes et plongé le pays dans la plus grande crise humanitaire au monde, selon l'ONU.

L'UA condamne les frappes de drones ayant tué des dizaines de civils

L'Union africaine (UA) a fermement condamné dimanche les frappes de drones des Forces de soutien rapide (FSR) qui ont tué jeudi des dizaines de personnes, dont des enfants, dans l'Etat du Kordofan du Sud, dans le sud du Soudan, dénonçant les "atrocités répétées et croissantes commises contre les civils".

Dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux, le président de la Commission africaine, Mahmoud Ali Youssouf, s'est dit "consterné par les atrocités répétées et croissantes commises contre les civils dans la région".

Il a ajouté "condamner avec la plus

grande fermeté les attaques horribles qui auraient eu lieu" à Kalogi, dans l'Etat du Kordofan du Sud, qui auraient fait "plus de 100 victimes civiles, dont des dizaines de femmes et d'enfants dans une école maternelle".

Il a ajouté être "profondément préoccupé par les informations faisant état de bombardements aériens continus, d'attaques de drones et d'assauts contre des infrastructures civiles vitales, notamment des hôpitaux et des écoles".

M. Youssouf a également appelé à "un cessez-le-feu immédiat" et insisté sur la nécessité d'un accès humanitaire "sans entrave".

L'attaque perpétrée jeudi à Kalogi, ville contrôlée par l'armée soudanaise, a consisté en trois frappes : "d'abord une école maternelle, puis un hôpital, et une troisième fois alors que des habitants tentaient de secourir les enfants", a déclaré Ezzam al-Din al-Sayed, chef de l'unité administrative de Kalogi.

Il a imputé l'assaut aux FSR, en conflit avec l'armée régulière depuis avril 2023, et à leur allié, le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (SPLM-N), qui contrôle une grande partie du Kordofan du Sud et des portions de l'Etat du Nil Bleu.

Plus de 79 morts, dont 43 enfants dans le bombardement de zones civiles à Kalogi

Les autorités soudanaises ont annoncé que le bilan du bombardement par des drones appartenant aux Forces de soutien rapide (FSR) et à un mouvement allié contre des sites civils dans la ville de Kalogi, dans l'Etat du Kordofan du Sud (sud du pays), s'est alourdi à 79 morts, dont 43 enfants, ainsi que 38 blessés.

Dans un communiqué diffusé vendredi, le gouvernement de l'Etat a déclaré qu'il "condamnait dans les termes les plus forts le crime odieux" perpétré par le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (SPLM-N), en coordination avec les FSR.

Il a précisé que l'attaque a été menée au moyen de quatre missiles tirés par un drone, ciblant une école

maternelle, l'hôpital de Gadeer et des zones densément peuplées.

"Le bombardement a entraîné la mort de 79 citoyens, dont 43 enfants et 4 femmes, ainsi que 38 blessés, dont 11 enfants et 6 femmes", a ajouté le communiqué.

Le gouvernement régional a appelé la communauté internationale et les organisations de défense des droits de l'homme à adopter une position ferme face à ces violations, à classer les FSR comme "organisation terroriste" et à demander des comptes à leurs alliés pour ce qu'il a qualifié de "crimes inhumains".

Jeudi, le gouvernement avait initialement annoncé la mort de 8 personnes, dont 6 enfants et une

enseignante, et la blessure d'autres personnes suite au ciblage de l'école maternelle et de l'hôpital à Kalogi.

Cela coïncidait avec l'accusation portée par le Réseau des médecins soudanais contre les FSR et leur mouvement allié, leur imputant la mort de 9 personnes et la blessure de 7 autres lors d'une attaque de drones contre des installations civiles à Kalogi.

La souffrance humanitaire s'aggrave en raison du conflit entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide, qui a éclaté en avril 2023 suite à un différend sur l'unification de l'institution militaire, causant la mort de dizaines de milliers de personnes et le déplacement d'environ 13 millions de personnes.

BÉNIN

La tentative de changement anticonstitutionnel contre le président Talon a échoué

Le ministre béninois de l'Intérieur, Alassane Seidou, a déclaré que la tentative du changement anticonstitutionnel, menée dimanche par des militaires contre le président, Patrice Talon, a été mise en "échec".

"Un groupuscule de soldats a engagé une mutinerie dans le but de déstabiliser l'Etat et ses institutions. Face à cette situation, les forces armées béninoises et leur hiérarchie ont permis de garder le contrôle de la situation et de faire échec à la manœuvre", a déclaré le ministre à la télévision nationale.

L'entourage présidentiel avait indiqué, dans une déclaration précédente, que "le président Patrice Talon est en sécurité et l'armée reprend le contrôle".

"Il s'agit d'un groupuscule de personnes qui ont pris uniquement la télévision. L'armée régulière reprend le contrôle. La ville (Cotonou, la capitale) et le pays sont totalement sécurisés, le président et sa famille aussi", a précisé la même source.

Un changement anticonstitutionnel a été annoncé tôt dimanche par des militaires contre le président béninois, selon des médias locaux. Se proclamant d'un "Comité militaire pour la refondation (CMR)", des militaires avaient affirmé sur la télévision publique avoir "démis de ses fonctions" le président Talon.

ETHIOPIE

Signature d'un accord de paix entre le gouvernement d'Amhara et l'organisation Fano

Un accord de paix "durable" a été signé entre le gouvernement régional éthiopien d'Amhara et l'Organisation populaire Fano d'Amhara, en présence de l'ambassadrice Selma Malika Haddadi, vice-présidente de la Commission de l'Union africaine (UA).

Les négociations entre les deux parties en vue de conclure cet accord, ont été précédées par des discussions menées sous l'égide de l'UA et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD).

Mme Haddadi a indiqué, à cette occasion, que l'accord constituait un pas en avant pour l'avenir du pays.

Le chef de l'administration locale d'Amhara, Arega Kebede, a déclaré : "aujourd'hui est un jour historique de paix pour les populations de notre région".

Il a ajouté qu'il n'y avait "ni vainqueur ni vaincu dans un conflit, la paix profite à tous, et cet accord apportera un grand soulagement aux populations épriées de paix".

Il a également exprimé, au nom du gouvernement, sa reconnaissance et son respect envers ceux qui ont répondu à l'appel du peuple et du gouvernement, et se sont engagés à instaurer une paix durable.

De son côté, le capitaine Masresha Sete, signataire de l'accord au nom de l'Organisation populaire Fano d'Amhara, a déclaré que le dialogue et la négociation sont la clé de la résolution de tout conflit, estimant que le règlement des problèmes et des divergences par la discussion est un acte de sagesse et non un échec politique.

APS

PALESTINE

L'ONU réaffirme massivement son soutien aux droits du peuple palestinien

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté, vendredi soir, une série de cinq résolutions réaffirmant de manière écrasante son soutien aux droits fondamentaux du peuple palestinien, notamment à l'établissement d'un État indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale.

Cette mobilisation internationale, très large, intervient dans un contexte marqué par la guerre dévastatrice qui frappe la bande de Gaza et la Cisjordanie, où les pertes humaines et les destructions demeurent considérables.

La première résolution, consacrée à la poursuite de l'aide humanitaire d'urgence pour les populations de Gaza et de Cisjordanie, a obtenu l'approbation de 191 États.

Seuls dix pays ont voté contre et quatorze se sont abstenus.

Ce soutien massif traduit l'inquiétude persistante de la communauté internationale face à la crise humanitaire qui sévit dans les territoires palestiniens.

Le deuxième texte, portant sur la reconduction du mandat de l'UNRWA pour trois années supplémentaires, a été adopté par 145 États, malgré une campagne intense de critiques visant l'agence onusienne.

Dix pays s'y sont opposés et dix-huit ont préféré s'abstenir.

Ce renouvellement apparaît comme un signal fort de confiance accordé à cette insti-



tion, qui demeure un pilier crucial de l'aide et de l'éducation pour les réfugiés palestiniens.

La troisième résolution, portant sur la protection et la préservation des biens des réfugiés palestiniens ainsi que des révélations qui en découlent, a été approuvée par 157 États.

Neuf pays se sont abstenus et dix ont voté contre. Les Nations unies réaffirment ainsi leur attachement à la défense des droits civils, historiques et économiques des Palestiniens dispersés à travers la région.

La quatrième résolution concerne les travaux du Comité spécial chargé d'enquêter sur les violations présumées commises dans les territoires occupés.

Soutenue par 88 États, elle a rencontré 19 oppositions tandis que 64 pays se sont abstenus.

Ces votes témoignent de la sensibilité politique du sujet, tout en confirmant la nécessité d'un suivi international indépendant des événements sur le terrain.

Enfin, la cinquième résolution, portant sur les colonies

implantées dans les territoires palestiniens occupés ainsi que dans le Golan syrien, a été adoptée par 146 voix favorables. Dix-sept États se sont abstenus et treize s'y sont opposés.

Le texte rappelle la position constante de l'ONU : ces implantations sont jugées contraires au droit international et constituent un obstacle majeur à la solution à deux États.

Riyad Mansour, représentant permanent de la Palestine auprès des Nations unies, a exprimé sa profonde gratitude envers les pays ayant soutenu ces résolutions.

Il a salué ce qu'il considère comme une expression claire de la solidarité internationale envers le peuple palestinien, rappelant la contribution active de l'Algérie, très engagée au Conseil de sécurité durant son mandat de membre non permanent. Pour lui, ces votes marquent une nouvelle étape dans la reconnaissance internationale des droits palestiniens et dans les efforts visant à mettre fin à la crise.

R. I.

MEXIQUE

Sheinbaum réunit des centaines de milliers de partisans à Mexico

Quelque 600.000 personnes venues de tout le pays, selon les autorités, se sont réunies samedi à Mexico en soutien à la présidente Claudia Sheinbaum, qui a convoqué ce rassemblement après un mois de revers politiques et de manifestations contre sa politique sécuritaire.

Aux cris de "Tu n'es pas seule!", la foule des partisans de la présidente s'est rassemblée sur le Zócalo, la grande place de Mexico où se trouve le Palais national.

La présidente de gauche bénéficie d'un taux de popularité élevé depuis son arrivée au pouvoir l'année dernière, mais ce soutien a légèrement baissé ces derniers mois, passant de 74 % en octobre à 71 % début décembre, selon des sondages collectés par Polls MX.

"Que personne ne se méprenne", a déclaré la présidente en s'adressant à la foule.

Les jeunes sont en grande majorité favorables à la transformation "de la vie publique au Mexique, a-t-elle af-

firmé, en référence aux récentes manifestations contre sa politique de sécurité.

Elle a ensuite défendu les progrès économiques et sociaux réalisés au cours des sept dernières années, depuis le début du mandat de Andrés Manuel López Obrador, son prédécesseur, notamment la réduction de la pauvreté.

Elle s'est également félicitée des "bonnes relations" établies avec les Etats-Unis "en mettant nos principes au premier plan (...) le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale (...). la collaboration sans subordination". L'assassinat, le 1er novembre, d'un maire populaire critique de la politique de sécurité de la présidente a déclenché de vives protestations, auxquelles se sont ajoutées peu après une marche organisée au nom de la génération Z, qui a dégénéré en heurts, et la démission soudaine du procureur général Alejandro Gertz en raison de divergences sur la stratégie dans la lutte contre le crime organisé.

Ces dernières ont été retirées de sa liste. Cette mesure s'inscrit dans une dynamique internationale d'assouplissement des sanctions contre la Syrie.

DIPLOMATIE
Ottawa aligne sa politique sur Washington, Londres et Bruxelles

Le gouvernement canadien a annoncé le retrait officiel de la Syrie de sa liste des États ayant soutenu ou soutenant le terrorisme. Cette décision fait suite à un réexamen de la situation politique du pays après le changement de pouvoir intervenu fin 2024. Dans son communiqué, Ottawa précise que le groupe Hayat Tahrir al-Sham (HTS) « anciennement considéré comme organisation terroriste » a également été retiré de sa liste.

Cette mesure s'inscrit dans une dynamique internationale d'assouplissement des sanctions contre la Syrie.

Ces décisions rejoignent celles de : Washington, Londres, l'Union européenne, ainsi que des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Depuis la chute de l'ancien président Bachar al-Assad en décembre 2024, une coalition de groupes rebelles islamistes, dirigée par Ahmad al-Charreh, assume le pouvoir transitoire.

Ce dernier a engagé une vaste campagne de normalisation diplomatique visant à réhabiliter la Syrie sur le plan international.

Il a été reçu récemment à la Maison-Blanche par le président américain Donald Trump, un geste considéré comme un signal politique fort. L'Union européenne avait déjà levé ses sanctions économiques en mai, ouvrant la voie à une reprise graduelle des relations commerciales et politiques.

Le Canada, emboitant le pas à ses partenaires, affirme que sa décision est motivée par « les efforts déployés pour renforcer la stabilité et rétablir l'ordre institutionnel ».

Ce mouvement international laisse entrevoir une nouvelle phase, bien que les défis sécuritaires, économiques et humanitaires restent considérables sur l'ensemble du territoire syrien.

R. I.

NOUVEL AFFRONTEMENT ENTRE L'AFGHANISTAN ET LE PAKISTAN**Au moins quatre civils tués**

Quatre civils ont été tués dans la nuit de vendredi à samedi en Afghanistan lors d'échanges de tirs avec le Pakistan dans une région frontalière, nouvel épisode de l'affrontement entre les deux pays depuis début octobre.

Le bilan est de quatre civils

tués et quatre blessés, a annoncé à des médias le gouverneur de la région afghane de Spin Boldak (sud de l'Afghanistan), Abdul Karim Jahad.

Les autorités Afghanes et le gouvernement du Pakistan se sont mutuellement accusés vendredi d'avoir ouvert le feu

dans cette région frontalière. Les relations bilatérales se sont fortement détériorées ces derniers mois jusqu'à se transformer à la mi-octobre en un affrontement armé d'une ampleur inédite qui a fait environ 70 morts.

APS

WASHINGTON DÉVOILE LA DOCTRINE TRUMP
Une stratégie mondiale fondée sur l'unilatéralisme

Les États-Unis ont publié un nouveau document de doctrine intitulé « Stratégie de sécurité nationale », dans lequel l'administration Trump expose sa vision des enjeux géopolitiques contemporains.

Fidèle à l'approche unilatéraliste qui caractérise son second mandat, Donald Trump y réaffirme une priorité absolue : placer les intérêts américains au cœur de toutes les décisions stratégiques.

Dans la préface du rapport, le président souligne la nécessité pour les États-Unis de se protéger contre les « menaces externes », qu'il associe notamment aux migrations incontrôlées, aux risques frontaliers ou encore à la concurrence géopolitique.

Le document met en garde contre ce que Washington décrit comme un « risque de transformation profonde de l'Europe dans les décennies à venir », critique récurrente de Donald Trump à l'encontre des pays européens qu'il accuse de dépendre excessivement de la protection américaine, notamment au sein de l'OTAN.

Cette publication intervient dans un contexte de relations tendues entre Washington et les capitales européennes, sur fond de désaccords concernant la gestion du conflit en Ukraine.

Le rapport accuse indirectement l'Union européenne de ne pas œuvrer suffisamment pour une solution politique, tandis que Moscou accuse de son côté les Européens de prolonger inutilement la guerre.

Le document de 33 pages marque une rupture avec la stratégie de l'administration Biden, davantage centrée sur la rivalité avec la Chine et la méfiance envers la Russie.

Le texte actuellement en vigueur sous la présidence Trump insiste sur la restauration de la puissance américaine, le rééquilibrage des forces militaires déployées à travers le monde et l'affirmation d'un leadership ferme en Amérique latine et en Asie.

Le rapport appelle ainsi des pays comme le Japon et la Corée du Sud à augmenter leurs dépenses militaires afin de répondre aux tensions croissantes autour de Taïwan.

Il préconise également un ajustement stratégique des forces américaines, évoquant des retraits potentiels dans certaines régions jugées moins prioritaires.

L'immigration, l'espionnage, la criminalité transnationale, le terrorisme et les trafics illicites figurent parmi les menaces mises en avant dans le document, qui insiste sur la nécessité de renforcer la protection des frontières américaines.

La stratégie publiée illustre, selon les observateurs, la vision d'un président adepte d'une posture de puissance assumée, entouré d'une équipe composée en grande partie de proches et de partenaires de longue date.

Elle dévoile une feuille de route claire : réduire les engagements jugés non essentiels, exiger davantage des alliés, et considérer la suprématie économique, militaire et politique des États-Unis face aux mutations rapides de l'ordre mondial.

R. I.

ADRAR

Un Festival du théâtre du Sahara qui propulse la culture au cœur du Sud

Adrar s'est transformé, durant plusieurs jours, en un véritable carrefour culturel où se mêlent créativité, héritage saharien et ouverture sur le monde.



Le Festival du Théâtre du Sahara, organisé cette année dans une ambiance exceptionnelle, a réuni des troupes venues des quatre coins du pays et de plusieurs pays africains, attirant l'attention des professionnels, des universitaires, des jeunes artistes et d'un public passionné par les arts de la scène.

Cet événement, devenu un rendez-vous incontournable dans le calendrier culturel national, a confirmé la capacité du Sud algérien à accueillir de grandes manifestations artistiques tout en valorisant son identité profonde et ses traditions séculaires.

L'ouverture du festival s'est déroulée dans un décor saisissant où le désert et la lumière se mélaient pour offrir un cadre unique aux troupes participantes.

Dès la première soirée, l'atmosphère générale a montré un réel engouement du public venu en nombre assister aux premières représentations.

Les artistes ont, quant à eux, livré des prestations d'une haute intensité artistique, mêlant jeux de scène modernes, récits ancestraux, poésie nomade et dramaturgies inspirées des réalités sociales contemporaines.

Ce mariage harmonieux entre modernité et authenticité a donné au festival une identité singulière, reflétant l'ambition de faire du Sahara une scène ouverte sur l'innovation et la création.

Les performances théâtrales ont abordé des thématiques variées, allant de la valorisation du patrimoine culturel saharien à des réflexions plus universelles sur l'humain, la solidarité, les transformations sociétales ou encore les défis des nouvelles générations.

Chaque pièce présentée se distinguait par son style, ses choix ar-

tistiques, sa mise en scène souvent audacieuse et une direction d'acteurs minutieuse.

Ce dynamisme a particulièrement séduit les observateurs et critiques qui ont souligné la maturité artistique des troupes présentes, ainsi que la qualité de la formation des jeunes comédiens issus d'écoles régionales ou nationales.

Le festival a également été marqué par une forte présence institutionnelle qui a réaffirmé le rôle fondamental de la culture dans le développement du Sud algérien.

Des responsables locaux, des autorités culturelles et plusieurs cadres du secteur se sont déplacés pour soutenir l'événement, témoignant de la volonté de renforcer la dynamique culturelle dans les régions sahariennes.

Ce soutien a été perçu comme un signal positif en faveur de la promotion des talents locaux, de l'encouragement à la création et du développement des infrastructures culturelles dans la wilaya d'Adrar.

À travers les ateliers, rencontres professionnelles, échanges avec des metteurs en scène expérimentés et conférences animées par des universitaires, le festival a offert un espace de formation, d'apprentissage et de partage d'expériences.

Ces rencontres ont permis aux jeunes artistes de consolider leurs compétences, d'élargir leurs perspectives et d'explorer de nouvelles approches théâtrales.

Plusieurs participants ont exprimé leur reconnaissance envers l'organisation, affirmant que ce type d'événements constitue un tremplin essentiel pour donner de la visibilité à la jeunesse artistique du Sahara. L'impact social et touristique du festival a, lui aussi, été perceptible.

Les visiteurs venus d'autres wilayas ont pu découvrir les richesses naturelles et patrimoniales de la région : ksour séculaires, dunes majestueuses, traditions culinaires, artisanat local... autant d'atouts qui contribuent à renforcer l'image d'Adrar comme destination culturelle et touristique.

Les habitants, quant à eux, ont participé activement à cette dynamique en accueillant chaleureusement les invités et en faisant de cette édition un succès collectif.

La clôture du festival s'est déroulée dans une ambiance festive où les troupes ont été saluées pour la qualité de leur travail et où plusieurs distinctions ont été remises aux meilleures prestations.

Le jury a insisté sur la diversité des formes théâtrales présentées, la richesse des thématiques abordées et l'engagement des artistes dans la valorisation du patrimoine culturel saharien.

Cette édition restera marquée par une participation exceptionnelle, une organisation maîtrisée et un niveau artistique qui continue d'élever le statut de ce rendez-vous.

Avec cette nouvelle réussite, le Festival du Théâtre du Sahara s'impose plus que jamais comme un espace stratégique pour la promotion culturelle dans le Sud, un lieu où le talent rencontre l'histoire, où la créativité s'épanouit dans un environnement inspirant, et où Adrar affirme son rôle de pôle culturel majeur.

Cette dynamique ouvre des perspectives prometteuses pour les futures éditions, dans l'espoir de voir encore plus de troupes, de créateurs et de jeunes talents rejoindre cette aventure artistique qui fait rayonner le Sahara algérien.

R. C.

ORAN

Lancement imminent des travaux de réhabilitation du Théâtre régional Abdelkader-Alloula

Le Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran, classé patrimoine national, verra prochainement le lancement de ses travaux de réhabilitation.

L'entreprise en charge du projet a été sélectionnée et les travaux

débuteront dès la désignation du bureau d'études chargé du suivi.

Le projet prévoit la maintenance du bâtiment, la modernisation des dispositifs de sécurité et de prévention, tout en respectant l'intégrité architecturale du théâtre

construit au début du XXe siècle et inauguré en 1907 sous le nom d'« Opéra d'Oran ».

Ce lieu emblématique de style baroque, doté de plusieurs salles et d'une scène selon le modèle italien, a accueilli de nombreuses productions

théâtrales primées, attirant des visiteurs locaux et internationaux.

La réhabilitation vise à consolider son rôle de pôle artistique et culturel, tout en valorisant le patrimoine historique et architectural de la ville.

R. C.

ORAN

Les salles de cinéma obscures oubliées : plongée dans un patrimoine culturel en sursis

Oran, jadis cité lumineuse où la magie du cinéma s'invitait dans plus de quarante salles avant l'indépendance, se retrouve aujourd'hui face à une réalité désolante : au moins dix-huit de ses salles de cinéma sont fermées depuis des années, abandonnées aux intempéries, voire totalement disparues du paysage urbain.

Derrière ces portes closes, c'est une partie de la mémoire collective qui s'efface, une tranche entière de l'histoire culturelle oranaise qui se dissout dans le silence et l'oubli. Après l'indépendance, Oran comptait encore trente-cinq salles fonctionnelles.

Mais au fil des décennies, ce patrimoine précieux s'est lentement délité. Selon des membres d'associations culturelles, seules vingt-cinq salles auraient échappé, de justesse, à la disparition totale, tandis que dix-huit ont cessé toute activité, victimes du manque d'entretien, des contraintes financières et parfois de l'indifférence institutionnelle.

Six d'entre elles, désengagées officiellement par la commune en février 2024, n'ont aujourd'hui plus aucun statut clair, accentuant l'incertitude qui entoure leur avenir.

Les salles obscures de la cité oranaise n'étaient pourtant pas de simples lieux de projection.

Elles étaient considérées comme de véritables œuvres architecturales, symboles d'une époque où la ville vibrait au rythme des rendez-vous culturels, où les cinéphiles se pressaient pour découvrir les nouveautés d'ici et d'ailleurs. Ces espaces constituaient un carrefour d'idées, d'échanges, d'expression artistique, un pont entre les générations et un moteur d'animation sociale. Leur fermeture successive a créé un vide culturel tangible.

Ces dernières années, certaines de ces salles abandonnées se sont transformées en dépotoirs à ciel ouvert, offrant le triste spectacle de lieux autrefois prestigieux désormais livrés à la dégradation.

Face à ce naufrage, associations et bénévoles ont tenté, tant bien que mal, de freiner la déchéance en nettoyant et sécurisant quelques bâtiments, mais leurs moyens restent dérisoires face à l'ampleur du chantier.

La question demeure brûlante : que sont devenues les salles de cinéma d'Oran et quel avenir leur réserve-t-on ? D'après un responsable au fait du dossier, rares sont celles qui pourraient être récupérées par le secteur de la culture et réhabilitées comme véritables espaces artistiques.

Beaucoup restent dans un état d'abandon avancé, suspendues à une éventuelle intervention publique qui, à ce jour, tarde à venir. Pour les acteurs locaux, une mobilisation claire des autorités compétentes est indispensable pour éviter la disparition définitive de ces lieux emblématiques.

Des représentants de la société civile pointent du doigt le désengagement des tutelles successives, souvent justifié par des difficultés financières, notamment le poids exorbitant de la masse salariale qui absorbe plus de 70 % du budget communal.

Ce manque de ressources, conjugué à l'absence d'une vision de gestion durable, explique largement la dégradation progressive des salles oranaises depuis les années 2000.

Pour plusieurs spécialistes, il s'agit d'un dossier sensible, voire "choc", tant par le patrimoine qu'il concerne que par son potentiel économique et culturel inestimable. Car bien gérées, ces salles pourraient redevenir des pôles d'attraction, générateurs d'activités et de revenus, tout en jouant leur rôle fondamental de vecteurs culturels.

Aujourd'hui, seules deux salles, « El Saada » (ancien Colisée) et « Le Maghreb » (ex Régent), continuent d'insuffler un souffle artistique à la ville.

Elles portent à elles seules l'ambition culturelle d'Oran, mais leur présence, bien que précieuse, demeure insuffisante pour une métropole qui aspire à redevenir un carrefour culturel majeur. Oran mérite davantage.

Sa place dans le paysage culturel national, sa richesse historique et son statut de cité cosmopolite exigent la sauvegarde urgente et la réhabilitation intelligente de ses salles de cinéma, véritables témoins d'une mémoire urbaine qu'il serait dramatique de laisser disparaître.

R. C.

Programme de la soirée

TF1 21:10

R.I.P.
Saison 1

Le mari de Béatrice est décédé de façon soudaine. Béatrice est isolée et seul son mari était au courant de son secret. Elle va devoir apprendre à vivre sans lui. Il la soutenait et l'a aidée à dissimuler son handicap, il s'occupait des devoirs des enfants et des formalités administratives. Il l'assistait également dans son quotidien professionnel au sein de la pépinière où elle travaille. Béatrice, désormais seule, va difficilement pouvoir garder son secret plus longtemps.

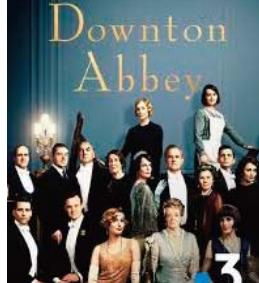
france 2 21:10

La disparue
de Compostelle
Saison 1

Plongée au cœur des mystères non résolus des Causses et Cévennes, La disparue de Compostelle nous entraîne dans une enquête glaçante où le passé resurgit avec une violence inouïe. Entre paysages escarpés de l'Hérault et ombres d'une affaire jamais refermée, cette série policière explore les limites de la mémoire, de la culpabilité et des nouvelles technologies, quand une intelligence artificielle devient l'ultime témoin d'un drame enfoui.

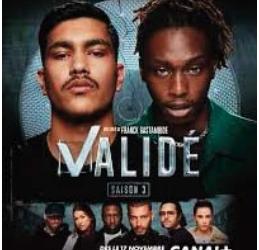
france 3 21:10

Downton Abbey



Plongé dans l'Angleterre des années 1920, Downton Abbey nous transporte une fois de plus dans l'univers raffiné et tumultueux de la famille Crawley, où traditions aristocratiques et bouleversements sociaux s'entrechoquent. Alors que le domaine de Downton Abbey, majestueux symbole d'un monde en mutation, se prépare à accueillir un événement historique, les tensions montent autant dans les salons feutrés que dans les coulisses des domestiques.

CANAL+ 21:06

Validé
Saison 3

Le deuxième finaliste sera connu ce soir à l'issue de cette demi-finale qui se déroule à Milton Keynes. L'équipe de France, qui visitait la première place du groupe A au premier tour, espère atteindre pour la première fois la demi-finale de l'Euro. La tâche s'annonce toutefois rude puisque l'Allemagne, la Suède ou encore le Danemark semblent posséder une légère avance sur les Bleus en terme d'expérience. Lors de la dernière édition en 2017, le Danemark avait décroché son billet pour la finale en battant l'Autriche aux tirs au but après avoir concédé le nul (0-0).

M6 21:10

L'amour est dans
le pré Saison 20

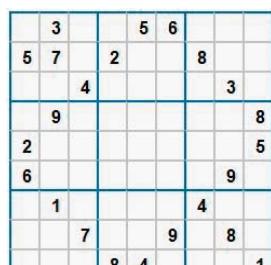
Cela fait 20 ans que "L'amour est dans le pré" rassemble les coeurs sensibles et permet à des hommes et des femmes de faire des belles rencontres ou de vivre une aventure sentimentale originale. Pour fêter cet anniversaire, une sorte de noces de porcelaine, Karine Le Marchand se rend dans la Drôme. Là, dans une ambiance champêtre, des anciens participants de l'émission viennent témoigner de leur engouement et festoyer. Certains vont même y faire des annonces surprenantes et renouveler des voeux d'engagement, un peu comme dans un mariage, sous le signe de l'amour bien sûr et surtout de la convivialité.

Jeux

Samouraï-Sudoku n°2873

Les problèmes de sudoku samouraï se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samouraï a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



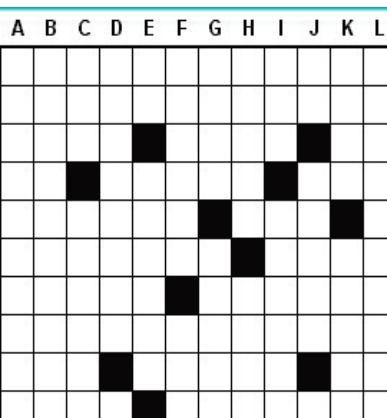
Horizontalement:

- 1 - Pêcheuse d'écrevisses en eau trouble
- 2 - Extirpe les yeux superflus
- 3 - Repas entre disciples - Quatrième partie du jour
- Note de clé
- 4 - Marque d'infinitif - Argot très britann - Coup de baguette
- 5 - Snifer - Elle voulait la pomme et eut les pépins
- 6 - Mesure avant remplissage - Objet parfois défensif
- 7 - Sans accent - Mesquin
- 8 - Courberaiant
- 9 - Règle d'état - Distinct - Le numéro 58
- 10 - Porteur de géniteur - Pas détendus du tout

Verticalement:

- A - Contenant qui reçoit n'importe quoi
- B - Manque total de bon sens
- C - Bienfaisant - Sorte d'humour
- D - Terre bretonne
- E - Patrie d'Abraham - Peu fidèle
- F - Complètement inculte - Belle période pour hâler
- G - Autre terre bretonne - Nigaud
- H - Côteole - Vice rédhibitoire
- I - Epine de rose - Fluctuer
- J - Début de compte - Archipel danois
- K - Séparé du reste - Pas très important
- L - Agents de liaison

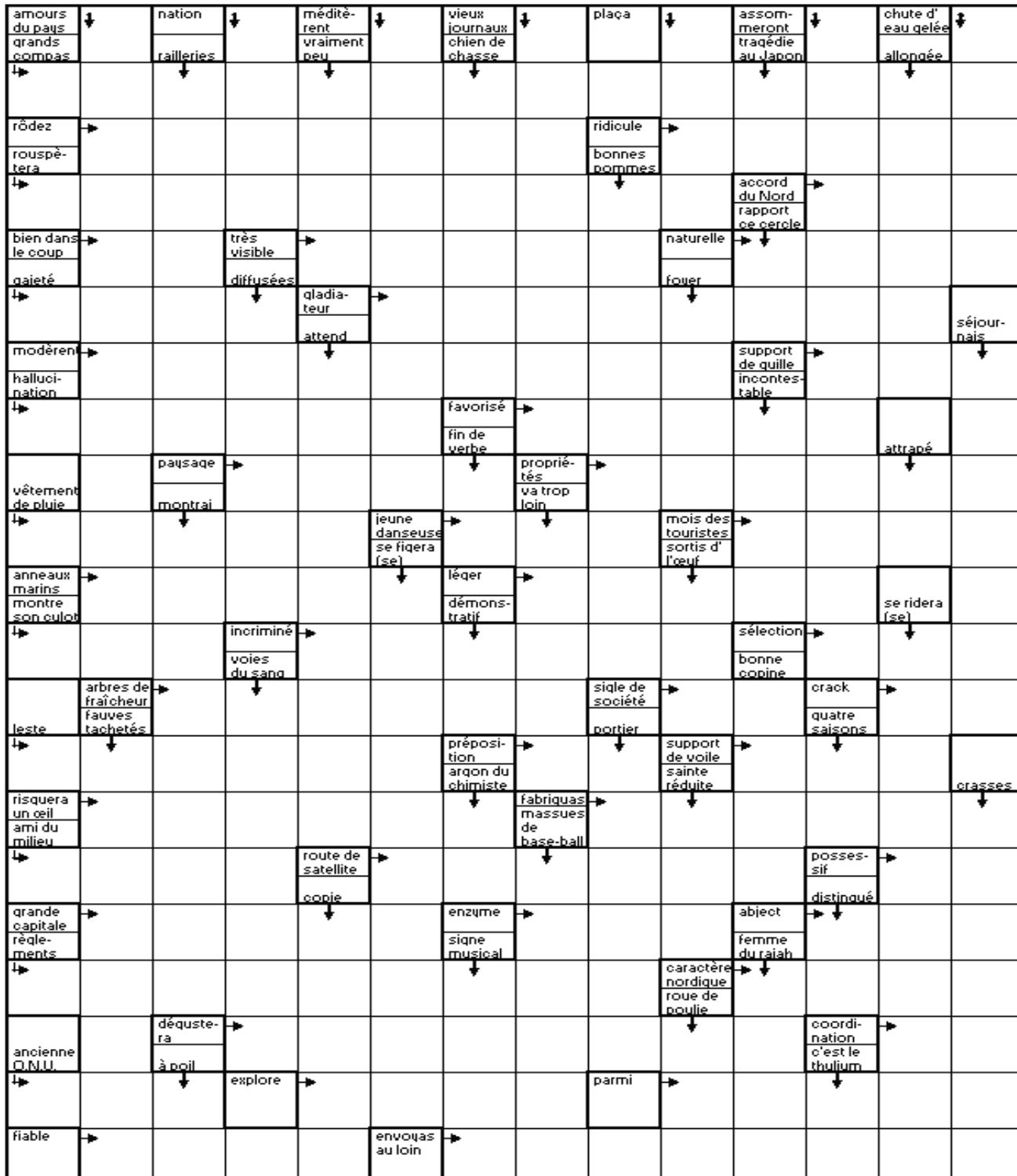
Mots croisés n°2873



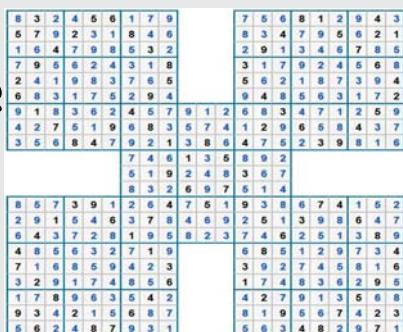
Zenieurs



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1573

*Solution*

Sudoku n°2873



Mots Croisés n°2873

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	R	A	B	O	U	I	L	L	E	U	S	E
2	E	B	O	U	R	G	E	O	N	N	S	
3	C	E	N	E		N	O	N	E	U	T	
4	E	R		S	L	A	N	G		F	L	A
5	P	R	I	S	E	R		E	V	E		F
6	T	A	R	A	G	E	S		A	R	M	E
7	A	T	O	N	E		E	T	R	O	I	T
8	C	I	N	T	R	E	R	A	I	E	N	T
9	L	O	I		E	T	I	R	E		C	E
10	E	N	E	E		E	N	E	R	V	E	S

Grille géante n°1573

-	P	-	E	-	P	-	G	-	C	-	E	-	G
M	A	I	T	R	E	S	A	D	A	N	S	E	R
-	T	R	A	I	N	E	Z	-	S	O	T	T	E
P	R	O	T	E	S	T	E	R	A	-	O	I	L
-	I	N	-	N	E	T	T	E	-	P	U	R	E
J	O	I	E	-	R	E	T	I	A	R	E	-	R
-	T	E	M	P	E	R	E	N	T	E	B	R	E
V	I	S	S	I	S	E	N	S	R	V	I	-	R
-	S	I	P	E	R	-	R	A	T	-	A	O	U
I	M	P	E	R	S	-	R	A	T	-	A	O	T
-	O	S	E	S	S	-	B	E	N	-	T	R	I
O	S	E	A	C	C	-	E	S	A	-	A	S	
-	S	A	U	L	L	-	E	S	M	-	A	S	
A	L	E	R	T	E	-	E	S	S	-	U	S	N
-	E	N	T	R	E	-	E	T	R	-	T	A	
P	O	T	E	-	O	R	B	I	T	-	S	I	
P	A	R	I	S	M	-	A	S	E	-	V	I	
-	R	S	I	R	O	T	E	R	A	-	R	U	
S	D	N	-	T	A	E	-	E	N	-	E	T	
-	S	U	R	E	T	E	-	E	N	-	E	T	

ATHLÉTISME - COURSE NATIONALE DE LA JEUNESSE ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES

928 athlètes attendus à Médéa

Neuf-cent vingt-huit coureurs (garçons et filles), représentant 36 wilayas, ont confirmé leur participation à la Course Nationale de la Jeunesse et des Collectivités Locales, prévue les 25-26 décembre 2025 courant à Médéa.

Les athlètes représenteront les wilayas de Chlef, Laghouat, Batna, Béjaïa, Blida, Biskra, Bouira, Tamanrasset, Tlemcen, Tiaret, Alger, Djelfa, Sétif, Saïda, Skikda, Sidi Belabbes, Guelma, Mascara, Ouargla, Oran, El Bayadh, Illizi, Bordj Bou Arréridj, Boumerdes, Tébessa, Tindouf, Tissemsilt, El Oued, Khénchela, Souk Ahrass, Ain Témouchent, Relizane, Béni Abbès In-Salah et Médéa, ville hôte de l'événement.

Cette course, qui s'inscrit dans le cadre des événements commémoratifs du 65e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960, se déroulera sur un circuit de 2300 mètres, selon les organisateurs.

"En tout, il y aura 58 délégations. Outre les 928 athlètes attendus, il y aura un total de 116 entraîneurs pour les encadrer, ce qui devrait porter à 1280 le nombre total des participants à cet événement", ont-ils détaillé.

"La Ligue d'Athlétisme de la Wilaya de Médéa a affirmé avoir pris toutes les dispositions nécessaires pour assurer une bonne organisation de cette course.



MARATHON DE VALENCE

Les Kényans John Korir et Joyciline Jepkosgei vainqueurs

Les Kényans John Korir (messieurs) et Joyciline Jepkosgei (dames), ont remporté dimanche le marathon de Valence en Espagne au terme d'une course rapide avec des records personnels à la clé.

Pour sa première participation à Valence, John Korir, vainqueur à Boston en avril mais qui avait abandonné à Chicago en octobre, a terminé son marathon en 2 heures 02 minutes 24 secondes, réalisant en Espagne la huitième meilleure performance de tous les temps.

Au kilomètre 25, Korir a lancé une accélération fulgurante qui a fait mal à ses concurrents. Il devance l'Allemand Amanal Petros (2h04:03) et le Norvégien Awet Kibrak (2h04:25).

L'Ethiopien Sisay Lemma, vainqueur de l'épreuve en 2023 au cours de laquelle il avait établi le record de la course (2h01:48), a craqué après l'accélération de Korir et fini 156e en 2h 08 min 58 sec.

Chez les dames, Joyciline Jepkosgei a remporté la course en 2h 14 min 00 sec, signant la 4e meilleure performance de l'histoire, ainsi que le record de la course valencienne.

La Kényane, lauréate du marathon de Londres en 2021, a livré un duel haletant à sa compatriote Peres Jepchirchir, championne du monde à Tokyo en septembre. A 7 km de l'arrivée, Jepchirchir a placé une accélération, à laquelle Jepkosgei n'a pas répondu. Annoncée comme une favorite, la championne du monde n'a pas pu maintenir son effort, victime très vite d'un gros coup de mou permettant à Jepkosgei de la rattraper.

Cette dernière l'a finalement déposée dans les tout derniers kilomètres de la course, avec 43 secondes d'avance.

Réputé très rapide, le marathon de Valence attire chaque année des dizaines de milliers de participants. Ils étaient 36.000 cette année pour la 45e édition, un record selon les organisateurs.

ECHECS - COUPE D'ALGERIE

L'échiphile Gharbi Khalil s'adjuge le trophée

L'échiphile Gharbi Khalil du club de l'AS Sûreté nationale a remporté le trophée de la coupe d'Algérie des échecs toutes catégories, clôturée samedi soir au complexe sportif Ahmed-Ghermouli d'Alger. Gharbi Khalil s'est imposé en finale sur le score de 2-0 face à Alaa-Eddine Boulnernes du CE Constantine dans un

match aller-retour, disputé à la cadence classique (90 minutes + 30 secondes par coup). La troisième place du podium est revenue à Badi Abdeljalil du Club échecs de Constantine.

Cette phase finale, disputée selon le système suisse à la cadence classique aller-retour, a été jugée d'un niveau technique "très élevé" par le

directeur de la compétition, l'arbitre international Announ Nasreddine.

Ce rendez-vous sportif a été clôturé par une cérémonie de remise de trophée et de cadeaux aux lauréats, en présence des membres de la Fédération algérienne des échecs, de représentants de la DJS et de personnalités sportives.

CYCLISME

Une course XCO le 27 décembre à Lalla Setti (Tlemcen)

Une course de vélo tout terrain, spécialité XCO, se déroulera le samedi 27 décembre courant, dans la forêt de Lalla Setti, sur les hauteurs de la Wilaya de Tlemcen, a appris l'APS dimanche auprès des organisateurs. La course est ouverte à toutes catégories: Ecoles, Benjamins, Minimes, Cadets, Juniors, Seniors et

Masters. Elle débutera à 10h00, sur un circuit de 4,3 kilomètres, que les catégories Ecoles, Benjamins et Minimes devront parcourir deux fois, pour une distance totale de 8,6 kilomètres. Les cadets devront effectuer trois tours, pour une distance de 12,9 kilomètres, alors que les juniors et les masters seront appelés à effectuer

quatre tours, soit 17,2 kilomètres. Enfin, les seniors devront effectuer six tours, pour une distance totale de 25,8 kilomètres.

Les engagements ont débuté ce dimanche, 7 décembre et se poursuivront jusqu'au 25 du même mois, soit jusqu'à l'avant-veille de la course, a-t-on détaillé de même source.

BASKET 3X3/COUPE D'AFRIQUE 2025

Algérie - Madagascar en demi-finale

La sélection algérienne masculine de basket 3x3 affrontera en demi-finale de la Coupe d'Afrique 2025 de la discipline, son homologue malgache ce dimanche à Antananarivo (Madagascar), pour une place en finale. Les basketteurs algériens ont éliminé en demi-finale, la Tunisie sur le score (21-11).

Versés dans le groupe A, l'équipe algérienne a bouclé la phase de poules

avec deux victoires, respectivement, devant les Seychelles (21-18) puis la RD Congo (21-08). L'autre demi-finale mettra aux prises les sélections d'Egypte et du Rwanda. Les quarts de finale, demi-finales et finale de la Coupe d'Afrique 2025 sont programmés ce dimanche dans la capitale malgache.

Pour l'Algérie, engagée chez les messieurs, l'objectif sera de figurer

parmi les prétendants au podium et d'afficher la progression du pays dans

la discipline, déjà mise en lumière lors des dernières éditions africaines.

Résultats des quarts de finale disputés dimanche :

Algérie - Tunisie	21-11
Madagascar - Kenya	21-10
Zambie - Rwanda	13-21
Egypte - RD Congo	14-12

Programme des demi-finales:

Algérie - Madagascar

Rwanda - Egypte.

TENNIS

Création du Club de tennis Sidi Bel-Abbès (FAT)

Le Club de tennis Sidi Bel-Abbès (CTS), dédié à la promotion et à la pratique du tennis au niveau local, a été créé, a annoncé la Fédération algérienne de la discipline (FAT) dans un communiqué. "La création du CTS a été officialisée lors d'une séance

de travail tenue samedi à Sidi Bel-Abbès en présence de plusieurs responsables sportifs, dont le membre de la Fédération (FAT), Oussama Zerrouh, le directeur de l'école régionale de football, Issaad Abdelkrim ainsi que le directeur des regroupements

au sein de la même structure, Abderahim Chiali", a précisé l'instance fédérale.

Selon la même source, cette initiative intervient sous l'impulsion du Directeur de la Jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya, Baddreddine Gharbi, dont l'en-

gagement a contribué à concrétiser ce projet visant à renforcer la pratique du tennis sur le plan local. "La création du CTS s'inscrit dans la dynamique de développement de cette discipline, notamment par la promotion de la pratique chez les jeunes, la

structuration de la formation sportive et le soutien aux compétitions régionales", a encore détaillé la FAT. Le nouveau club sera, également, un espace de formation, de compétition et de détection de talents.

APS

LIGUE 1 MOBILIS - JSK - USMA

AUJOURD'HUI À 17H45 AU STADE HOCINE-AÏT AHMED

Un classico déterminant à Tizi-Ouzou pour deux équipes en quête de confirmation

C'est une véritable soirée de gala que s'apprête à vivre Tizi-Ouzou demain à partir de 17h45. La JS Kabylie accueille son éternel rival, l'USM Alger, dans une rencontre retardée de la première journée de Ligue 1 Mobilis.

Par F. Yanis

Plus qu'un simple match, ce classico revêt un enjeu doublément stratégique : un tournant pour la JSK dans sa course vers le podium, et un test psychologique important pour l'USM, qui veut se stabiliser après un début de saison mitigé.

La JSK veut enfin lancer son championnat

Boostée par sa nette qualification en Coupe d'Algérie face au MB Hassi Messaoud, la formation kabyle aborde ce rendez-vous avec une confiance retrouvée. Le coach allemand Josef Zinnbauer insiste sur l'importance de capitaliser sur ce succès pour relancer une dynamique positive en championnat, où la JSK navigue encore loin de son niveau habituel.

Actuellement 6e avec 15 points, les Jaunes et Verts peuvent, en cas de victoire, rejoindre la 3e place du classement avec un match en moins, une situation plus en accord avec les ambitions du club. « Nous devons corriger ce contraste flagrant entre nos prestations

en Ligue des champions et nos résultats en championnat. Ce match doit être un déclencheur », a souligné Zinnbauer lors d'une conférence d'avant-match.

Un effectif presque au complet, une stratégie offensive assumée

Si l'absence de Benchaa et Haddid, retenus en sélection nationale, constitue un léger handicap, le staff technique peut tout de même compter sur un groupe presque complet. Les retours de Gaya Merbah et d'Ahmed Mammeri, tous deux alignés en Coupe, offrent davantage de solutions du technicien allemand, qui prépare un onze résolument offensif. Zinnbauer mise sur l'intensité, la verticalité et l'efficacité, trois aspects longuement travaillés lors des dernières séances.

La JSK voudra d'entrée imposer son rythme, profiter de la poussée de son public et éviter de retomber dans les hésitations qui ont freiné sa progression en championnat.

Les joueurs, particulièrement motivés, savent qu'un faux pas compliquerait sérieusement leurs chances de lutter pour le titre.



USMA : un déplacement sous haute pression

De son côté, l'USM Alger se présente à Tizi-Ouzou avec l'objectif clair de ramener un résultat positif. La qualification en Coupe face au NC Magra a permis au groupe d'Abdelhak Benchikha de souffler un peu, mais elle n'a pas dissipé les doutes qui entourent toujours le début de saison des Rouge et Noir. Le coach, arrivé récemment, tente d'imposer sa méthode et de rétablir une cohésion par-

fois défaillante. Pour Benchikha, ce match constitue un test majeur.

L'absence du milieu international Draoui, véritable plaque tournante du jeu usmiste, complique les plans du staff. « Nous savons que jouer à Tizi-Ouzou n'est jamais simple, mais ce type de match forge le caractère. Il faudra un engagement total et une grande discipline tactique », a expliqué le technicien.

Une ambiance bouillante attendue

Le stade Hocine-Aït Ahmed

devrait afficher complet pour ce grand rendez-vous. Le public kabyle, fidèle à sa réputation, jouera comme toujours un rôle crucial.

Entre l'histoire qui lie les deux clubs, la rivalité sportive et l'importance du résultat, tous les ingrédients d'un classico électrique sont réunis. La JSK cherchera à confirmer son renouveau. L'USMA, à se relancer et prouver qu'elle reste un prétendant légitime. Un match à forts enjeux, où l'intensité, l'expérience et la lucidité feront la différence.

F. Y.



Le derby algérois entre le MC Alger et le CR Belouizdad s'annonce, demain soir à Douéla, comme l'un des moments forts de cette première partie de saison.

À partir de 20h00, le stade "Ali-Ammar" accueillera une confrontation qui dépasse largement le cadre d'un match en retard de la première journée de Ligue 1 Mobilis. Rivalité historique, pression populaire, objectifs ambitieux et urgence sportive : tout est réuni pour un duel à haute intensité.

MCA : invaincu, ambitieux et sous pression

Le Mouloudia aborde ce choc avec un statut flatteur. Leader invaincu et fort de sept victoires consécutives, le club algérois affiche une dynamique impressionnante. Sa dernière qualification en Coupe d'Algérie n'a fait que renforcer la confiance d'un groupe qui ne veut rien laisser au hasard dans sa quête vers le titre. Mais face au CRB, les choses sont différentes. Les supporters, qui ont récemment exprimé leurs attentes, rappellent régulièrement que le Chabab reste la bête noire du Doyen.

La défaite en finale de Coupe d'Algérie 2023 demeure un traumatisme encore vivace, nourrissant une volonté de revanche et un désir profond de faire tomber l'adversaire juré. «

LIGUE 1 MOBILIS - MCA - CRB

AUJOURD'HUI À 20H00 AU STADE ALI-AMMAR

Un derby explosif : le Mouloudia veut prolonger son rêve, le CRB cherche la rédemption

Une défaite à domicile serait catastrophique », confient plusieurs supporters rencontrés à Douéla. L'ambiance monte, la pression aussi. Le MCA devra faire preuve de maîtrise pour gérer ce contexte particulier.

CRB : un géant blessé à la recherche de rédemption

Le CR Belouizdad traverse une période délicate. Malgré la qualification en Coupe face à Oued Fodda, le club peine à convaincre, enchaînant des prestations hésitantes et manquant de constance. L'équipe semble loin du standing qui a été le sien ces dernières saisons. Le coach Sead Ramovic en est conscient. Lors de la reprise, il a réuni ses joueurs pour un discours direct : « Nous devons retrouver nos valeurs, notre engagement, notre discipline. Le MCA est une très bonne équipe mais nous devons prouver que nous sommes capables de gagner ce derby. » L'enjeu est double pour le CRB : redresser la barre au classement, calmer une tension qui com-

mence à peser sur le staff comme sur les joueurs. Un résultat négatif risquerait d'alimenter davantage les doutes et d'accentuer la pression populaire.

Un derby où tout peut basculer

Sur le plan tactique, cette rencontre s'annonce serrée. Le MCA s'appuiera sur sa stabilité, sa solidité défensive et sa fluidité offensive. Le CRB, lui, comptera sur son expérience dans les grands rendez-vous et sur sa capacité à hausser le ton dans les moments clés. Le derby, avec ses émotions, ses excès et ses surprises, a souvent déjoué les prévisions. Douéla sera en ébullition. Entre un MCA en pleine ascension et un CRB qui veut prouver qu'il reste un ténor du football national, la capitale algérienne s'apprête à vivre une soirée exceptionnelle. À l'arrivée, seule l'équipe la plus sereine et la plus réaliste saura tirer profit de ce choc bouillant.

F. YANIS

COUPE DU MONDE 2026

L'Algérie dans un groupe relevé mais plein de promesses

Le tirage au sort de la Coupe du monde 2026 a livré un verdict riche en émotions pour les supporters algériens.

L'Algérie se retrouve dans le groupe J, où elle croisera l'Argentine, championne du monde en titre, ainsi que l'Autriche et la Jordanie.

Un groupe exigeant, mais équilibré, où les Verts peuvent nourrir de véritables ambitions, à condition de trouver la constance et le réalisme nécessaires au très haut niveau. L'affiche Algérie-Argentine s'annonce comme l'un des moments forts de la phase de groupes.

Un duel entre une nation à la riche tradition mondiale et une sélection algérienne en quête de confirmation sur la scène planétaire. Pour les Verts, affronter un tel adversaire est autant un défi monumental qu'une occasion unique de marquer les

esprits.

La rencontre contre l'Autriche aura également un parfum particulier, celui de 1982, de « Gijón », de la frustration restée en travers de la gorge des Algériens. La Jordanie, enfin, est une équipe sérieuse, disciplinée, capable de surprendre, et qu'il ne faudra surtout pas prendre à la légère. Le reste du tirage a dessiné douze groupes où se mêlent grandes nations, outsiders ambitieux et équipes émergentes.

Le Portugal, emmené par une génération ambitieuse, a hérité de l'Ouzbékistan, de la Colombie et d'un barragiste.

L'Angleterre, enfin, sera opposée à la Croatie, au Ghana et au Panama dans un groupe L équilibré où tout semble possible. Dans

dis que l'Allemagne trouvera sur son chemin la Côte d'Ivoire, l'Équateur et la Jordanie.

L'Espagne, dans le Groupe H, devra composer avec l'Arabie Saoudite, le Cap-Vert et l'Uruguay dans une poule qui s'annonce particulièrement indécise. La France affrontera le Sénégal, la Norvège et un barragiste, dans une poule qui promet des confrontations tactiques passionnantes.

Le Mexique, pays hôte, évoluera en Groupe A face à l'Afrique du Sud, la Corée du Sud et un barragiste européen.

Le Brésil hérite d'une poule très dense avec le Maroc, Haïti et l'Écosse, tan-

ce contexte général, l'Algérie apparaît comme une équipe capable de jouer les trouble-fêtes.

Elle possède un effectif jeune, dynamique, talentueux, avec des joueurs évoluant dans les plus grands championnats.

Le challenge est immense, mais les Verts ont déjà prouvé dans leur histoire récente qu'ils pouvaient se sublimer lors des grandes compétitions.

Le groupe J, offre un chemin difficile, mais pas infranchissable. Le compte à rebours a commencé. La planète football se prépare à vibrer. L'Algérie, elle, se prépare à rêver. Reste à savoir jusqu'où ce rêve pourra la mener.



RS

LIGUE 1 MOBILIS

MC Oran : une désillusion retentissante qui plonge le club dans le doute

Le MC Oran a connu une soirée cauchemardesque au stade Miloud-Hadefi, une élimination qui fera date tant elle a pris les allures d'un effondrement inexplicable. Face à l'ES Mostaganem, une formation volontaire mais théoriquement largement à portée du Mouloudia, les Oranais se sont inclinés 2-1 après avoir mené au score, compromettant une qualification qui semblait acquise à la mi-temps. Les premières minutes du match avaient pourtant laissé entrevoir un scénario favorable aux Rouge et Blanc. Très vite, les Oranais ont confisqué le ballon, imprimant un rythme tourné vers l'avant, cherchant à étouffer Mostaganem dans sa moitié de terrain. Mais malgré cette domination territoriale, le MCO s'est heurté à un bloc adverse souverain dans l'organisation, rigoureux dans les placements et admirable dans la discipline. L'ES Mostaganem n'a jamais paniqué. À chaque tentative oranaise, elle opposait un rideau compact, un pressing intelligent, et des sorties de balle propres malgré la pression. Les Oranais avaient la possession, mais pas les idées. Les passes étaient nombreuses mais souvent latérales, les attaques anticipées, faciles à lire.

Une impression de stérilité offensive s'installait petit à petit. Au fil des minutes, Mostaganem gagnait en confiance. Ses contres devenaient mieux construits, plus incisifs, comme celui mené par Moulay, dont la frappe obligea Hanane à s'employer. Les Oranais, surpris, commençaient à reculer légèrement, perdant en spontanéité et en justesse. Le tournant psychologique survient toutefois en fin de première période. Sur une main de Benamar, l'arbitre désigne le point de penalty. Kerroum, capitaine et symbole, s'élance et transforme sans trembler. Le MCO mène 1-0 et rentre aux vestiaires sous les applaudissements, persuadé que la qualification n'est plus qu'une formalité. Mais la seconde mi-temps sera un basculement total, un renversement d'équilibre que peu auraient imaginé. Dès la reprise, Mostaganem affiche un visage métamorphosé : plus audacieux, plus rapide, plus ambitieux.

L'entrée d'Asker apporte un souffle nouveau. Il dynamise son couloir, offre des solutions, élimine, et donne des ballons propres à ses partenaires. Le MCO, lui, recule, doute, peine à contenir la poussée adverse. Les avertissements se multiplient : Boulkaboul manque de peu le but, puis Lamri frôle le lob parfait sauvé en extérieur par Belkheiter sur sa ligne. Le MCO ne parvient plus à sortir. La peur s'installe. Et la sanction tombe à la 69e minute. Sur un corner millimétré d'Asker, Mtrani surgit au premier poteau et catapulte le ballon de la tête. 1-1. Le stade Miloud-Hadefi, stupéfait, sent la tempête arriver. Cinq minutes plus tard, l'ouragan Mostaganem frappe à nouveau. Asker, encore lui, profite d'un espace pour déclencher une frappe remarquable qui surprend Ferrahi. 2-1. Le silence s'abat sur Oran. Les joueurs du MCO, KO debout, accusent le choc sans jamais parvenir à s'en relever. Les minutes s'égrainent, les tentatives sont brouillonnes, l'ES Mostaganem tient sa victoire avec une maturité impressionnante. Le coup de sifflet final plonge Oran dans un mélange de colère, de déception et de stupefaction. Le MCO, club historique, tombe dès son entrée en lice, à domicile, face à un voisin plus modeste mais infiniment plus déterminé. Cette élimination pose d'immenses questions : sur l'état mental du groupe, sur son approche tactique, sur sa capacité à gérer des moments clés.

Le MCO ne perd pas seulement un match : il perd des certitudes, des repères, et peut-être la confiance de ses supporters, qui n'avaient pas imaginé assister à pareille débâcle. L'ES Mostaganem, elle, réalise un exploit majeur, porté par l'audace, la discipline et la volonté de ses joueurs. Une soirée historique pour l'ESM. Une soirée noire pour le MCO.

RS

LIGUE 1 MOBILIS

USM Alger : une qualification arrachée dans la douleur et les doutes

L'USM Alger a vécu à Magra une soirée que ses supporters ne sont pas prêts d'oublier. Non pas pour la beauté du jeu ou pour une prestation de haute volée, mais pour un scénario étouffant, crispant, où le suspense et la tension ont occupé tout l'espace laissé vacant par l'inspiration.

L'USMA se qualifie finalement aux tirs au but (5-4) après 120 minutes stériles, au terme d'un match qui a mis en exergue les forces mentales de l'équipe... mais aussi toutes ses limites du moment.

Dans l'atmosphère particulière du stade des frères Bouchlik, les débuts du match ont immédiatement donné le ton : deux équipes prudentes, crispées, paralysées par l'enjeu et par les conditions de jeu difficiles.

La pelouse, irrégulière, lourde et dégradée, a d'emblée rendu impossibles les enchaînements techniques.

Le ballon rebondissait de manière imprévisible, les passes manquaient de précision, et les joueurs peinaient à progresser au sol.

Pour un match de coupe, souvent fort en émotions, ce premier acte a plutôt ressemblé à une longue bataille de position.

L'USMA, pourtant favorite et plus expérimentée, n'a jamais réussi à imprimer un véritable tempo.

Les offensives menées par les Rouge et Noir se sont heurtées à un bloc de Magra solidaire, organisé, appliquée dans le moindre repli.

Malgré la volonté affichée d'aller de l'avant, les Usmistes ont constam-

ment manqué de liant entre les lignes.

Les accélérations étaient étouffées avant la surface, les centres peu dangereux, et les tentatives lointaines rarement cadrées.

Magra, de son côté, a joué avec lucidité.

Sans se livrer, les coéquipiers de Belkhir ont attendu patiemment les erreurs adverses. Ils ont même tenté à quelques reprises des contres rapides, souvent bien menés, mais sans réussite dans la finition. L'équipe de Said Hammouche semblait vouloir avant tout pousser l'USMA à la faute, provoquer le doute chez son adversaire, et exploiter la moindre faille psychologique. La deuxième période a reproduit le même scénario, presque à l'identique.

Les changements opérés par les deux bancs n'ont pas modifié la physionomie d'un match verrouillé, haché, où chaque duel au milieu était suivi d'un ballon perdu, d'une faute ou d'un rebond imprévisible.

La fatigue, ajoutée au manque d'idées, a rendu les attaques de plus en plus prévisibles. Le public de Magra, chauffé à blanc, a poussé son équipe, mais ni l'une ni l'autre ne parvenait à créer un mouvement décisif.

Les prolongations n'ont offert aucune différence notable. Les joueurs, éreintés, ont surtout cherché à éviter l'erreur fatale. Magra est restée dans son modèle : compacte, disciplinée, prête à attendre les tirs au but.

L'USMA, elle, a multiplié les tentatives individuelles sans parvenir à créer le moindre déséquilibre. C'est donc la séance des tirs au but, cruelle par essence, qui a départagé les deux formations. Les Usmistes se sont montrés plus lucides, transformant leurs tentatives avec une détermination froide.

Un arrêt décisif de leur gardien a suffi pour sceller une qualification qui soulage, mais qui ne rassure pas. À l'issue du match, Abdellah Benchikha était lucide : « Le plus important est de passer, surtout dans un match de coupe, mais nous avons souffert. La peine était catastrophique, comme du béton. Cela a empêché nos joueurs d'exprimer leur football. Mais je retiens la qualification.

» Le message est clair : l'USMA doit se remettre en question. Le niveau affiché est loin des attentes, loin du prestige du club et loin des exigences d'une équipe qui vise chaque année un trophée.

Hammouche, pour sa part, n'a eu que des félicitations pour ses joueurs : « Face au détenteur du titre, une équipe expérimentée et habituée aux grandes compétitions, mes joueurs ont été exemplaires.

Ils ont tout donné.

Je suis fier d'eux.

» Sa frustration était visible, mais son respect pour l'effort accompli était total.

Pour l'USMA, la qualification doit servir d'électrochoc.

Car si le prochain tour promet d'être encore plus exigeant, l'équipe devra montrer un visage bien différent pour prétendre répéter l'exploit des saisons précédentes.

RS



BARCELONE LE DÉMENTI DE RAPHINHA

Surpris par une rumeur son avenir, Raphinha (28 ans, 9 matches et 4 buts en Liga cette saison) a pris la peine d'y répondre. Le média local Catalonia Radio annonçait un accord entre l'ailier du FC Barcelone et son directeur sportif Deco, prêt à le transférer en cas d'offre intéressante d'un club saoudien l'été prochain (voir la brève du vendredi 5/12). Une information démentie par l'international brésilien sur Instagram. "Franchement, je ne sais pas d'où ils sortent tant de bêtises", a réagi le Blaugrana sous contrat jusqu'en juin 2028.

BARCELONE YAMAL EN NUMÉRO 10, FLICK A AIMÉ

Habitué à évoluer sur le côté droit, Lamine Yamal (18 ans, 12 matches et 6 buts en Liga cette saison) a été placé dans l'axe contre le Betis (victoire 3-5) samedi. Au poste de meneur de jeu, le prodige du FC Barcelone a donné satisfaction à son entraîneur Hansi Flick.

"Je l'ai trouvé bon, défensivement aussi, a commenté l'Allemand. Il a travaillé avec ses coéquipiers. C'est une des options que nous avons, nous l'avons décidé avec les autres entraîneurs. Nous lui avons demandé si cela lui plairait de jouer numéro 10 et il a dit oui. Tout ce que j'ai vu de lui était bon, notamment la connexion avec Rony (Bardhi). Mais le plus important, c'est son travail défensif. Il a été incroyable." A priori, Yamal devrait vite retrouver son poste favori. L'Espagnol dépannait en raison du forfait de Dani Olmo et du récent retour de blessure de Fermín Lopez.



RAYADOS C'EST FINI POUR SERGIO RAMOS

Sergio Ramos (39 ans) a annoncé la fin de son aventure avec les Rayados de Monterrey après l'élimination du club en demi-finale du tournoi d'ouverture mexicain. L'ancien défenseur central du Real Madrid et du Paris Saint-Germain a confirmé à la télévision mexicaine qu'il ne prolongerait pas son contrat, qui expire à la fin du mois.

"Oui, c'est mon dernier match", a assuré le champion du monde 2010, alors que la presse locale évoquait déjà depuis une semaine son intention de ne pas renouveler. Ramos n'a donné aucune indication sur la suite, même si certains médias suggèrent qu'il espérait retrouver un club européen pour rester en course en vue du Mondial 2026.

LIVERPOOL UNE ERREUR DE CALCUL POUR SZOBOSZLAI

Liverpool a encore perdu deux points dans les derniers instants à Leeds (3-3), samedi en Premier League, alors qu'un doublé d'Hugo Ekitike avait offert deux buts d'avance aux Reds en début de seconde période. Un scénario qui a laissé un goût amer dans le vestiaire, où la frustration a été largement exprimée après coup.

"Je ne sais pas ce qui s'est passé après le 2-0. On pensait tous que le match était plié", a reconnu le milieu offensif Dominik Szoboszlai, rappelant que l'équipe s'était pourtant juré de ne jamais sous-estimer son adversaire. Avec ce deuxième nul consécutif, le champion d'Angleterre reste à dix points du leader, Arsenal.

MIAMI PREMIER TITRE EN MLS, MESSI DÉCISIF

Lionel Messi marque (encore) l'histoire. Ou plutôt celle de sa franchise, l'Inter Miami, qui a décroché son premier titre en Major League Soccer face aux Vancouver Whitecaps (3-1) ce samedi.

Après leur victoire en finale de conférence contre le New York City FC (5-1), le génie argentin et ses coéquipiers ont vite pris l'avantage sur un but contre son camp d'Ocampo (8e). Les Canadiens sont revenus dans la partie après la pause grâce à Ahmed (60e), avant que Messi n'offre deux passes décisives à De Paul (71e) puis Allende (90+6e) et donc la victoire à son équipe. De quoi garnir un peu plus son armoire à trophées, déjà bien remplie...

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Directeur général
Benzine Lamine

Gérant
Faycal Laouar

Directeur de rédaction et publication
Dif Abdelhamid

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 028.05.33.32 »

FAX : 028.05.31.61 E-MAIL : contact@dknews.dz SITE : <http://www.dknews.dz>

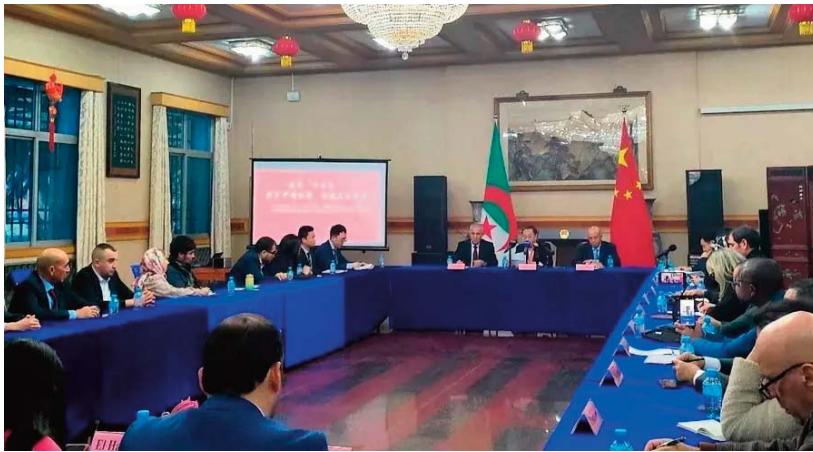
PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 028.05.33.32 FAX : 028.05.31.61 /
E-MAIL : contact@dknews.dz IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité -
Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 / FAX : 020.05.11.48 - 020.05.13.45 - 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz - agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz - agence.ouargla@anep.com.dz - agence.constantine@anep.com.dz

PARTENARIAT STRATÉGIQUE

La Chine réserve une place privilégiée à l'Algérie dans son prochain plan quinquennal

À l'approche de la publication du 15e Plan quinquennal chinois (2026-2030), un document stratégique qui orientera la politique économique, technologique et diplomatique de la Chine pour les années à venir, une certitude se dégage : l'Algérie y occupera une place de choix.



C'est l'ambassadeur de Chine à Alger, Dong Guangli, qui a lui-même confirmé cette perspective lors d'une conférence de presse organisée au siège de l'ambassade, soulignant que ce plan ambitieux entend « contribuer davantage à relever les défis globaux » tout en répondant aux besoins nationaux de la Chine et aux aspirations de ses partenaires.

L'Algérie, partenaire stratégique de longue date, se voit donc intégrée dans la nouvelle orientation de Pékin, en parfaite concordance avec la dynamique d'édification de l'Algérie nouvelle.

Pour le diplomate chinois, l'année 2026 constituera une étape charnière dans le renforcement du partenariat bilatéral, marquée par une convergence d'intérêts, une coordination accrue et une volonté commune d'élargir les perspectives de développement partagé.

Les relations entre les deux pays s'inscrivent dans une profondeur historique unique, façonnée par un soutien réciproque remontant à la guerre de libération nationale.

La Chine avait été l'un des premiers pays non arabes à reconnaître le Gouvernement provisoire de la République algérienne, en 1958.

Après l'indépendance, la coopération sino-algérienne s'est consolidée, notamment en 1971 lorsque

l'Algérie s'est engagée, avec succès, pour le retour de la Chine à l'ONU et l'expulsion de Taiwan.

Ce socle historique solide a ensuite favorisé l'émergence d'un partenariat global, aujourd'hui parmi les plus dynamiques du continent africain.

Le diplomate a mis en avant le renforcement continu des relations politiques grâce à des contacts réguliers entre hautes responsables, à la coopération en matière de gouvernance, et à la coordination sur les questions internationales.

Sur le plan économique, cette dynamique se traduit par un approfondissement notable des partenariats, marqué par un volume d'échanges commerciaux qui demeure élevé et qui devrait, selon les indicateurs actuels, dépasser celui de l'année précédente.

Deux chiffres témoignent de cette intensité : plus de 2 milliards de dollars d'accords conclus lors du Forum algéro-chinois sur l'investissement en avril 2025, et près de 7 milliards de dollars d'investissements chinois en Algérie.

Ce mouvement inclut des avancées dans les secteurs des mines, des énergies renouvelables, de la numérisation, ainsi que dans le lancement de vols directs entre les deux pays, symboles d'un rapprochement lo-

gistique et humain toujours plus affirmé.

Sur le plan culturel, l'année écoulée a été marquée par une impulsion forte : ouverture du premier institut Confucius à l'Université d'Alger 2, programmes linguistiques, échanges artistiques et scientifiques.

Tous ces éléments viennent renforcer les liens entre les deux peuples et consolident une amitié fondée sur la confiance, le respect et une vision commune du développement.

À l'aube du lancement de son 15e Plan quinquennal, la Chine affirme sa volonté de « travailler main dans la main avec l'Algérie », selon les mots de l'ambassadeur, pour mettre en œuvre les grandes convergences auxquelles sont parvenus les dirigeants des deux nations.

L'objectif affiché est clair : approfondir la coopération, élargir les partenariats, renforcer les échanges humains et porter le partenariat stratégique global à un niveau supérieur.

Pour l'Algérie, ce positionnement privilégié ouvre la voie à de nouvelles opportunités économiques, technologiques et culturelles, consolidant ainsi une relation qui n'a cessé de se renforcer au fil des décennies.

R.I.

COOPÉRATION

Renforcement des relations algéro-sud-africaines lors d'une rencontre de haut niveau

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu jeudi au siège du ministère, M. Alvin Botes, vice-ministre des Relations internationales et de la Coopération de la République d'Afrique du Sud. Cette rencontre officielle s'inscrit dans le cadre d'une visite de travail du responsable sud-africain, venu représenter son pays lors de la 12e session du séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, intitulé « Processus d'Oran », qui s'est tenu à Alger le 1er et 2 décembre 2025.

Lors des entretiens, les deux parties ont exprimé leur satisfaction face au rythme soutenu du renforcement des relations bilatérales entre l'Algérie et l'Afrique du Sud, notamment à travers la mise en œuvre des décisions adoptées lors de la dernière session de la Grande Com-

mission mixte, co-présidée par le président algérien Abdelmadjid Tebboune et son homologue sud-africain Cyril Ramaphosa.

Le dialogue a également permis de souligner la convergence des positions des deux pays sur les grandes questions africaines et internationales.

L'Algérie et l'Afrique du Sud ont réaffirmé leur soutien indéfectible aux causes palestinienne et sahraouie, tout en insistant sur le respect des résolutions de la légalité internationale et de la doctrine onusienne en matière de décolonisation.

Les deux parties ont ainsi confirmé leur volonté commune de consolider une coopération stratégique fondée sur la solidarité africaine et le respect des principes universels de justice et de paix.

R.I.

ÉDITORIAL DK NEWS DU JOUR

L'Afrique de l'innovation : quand Alger redessine la carte mondiale des start-up

De la Silicon Valley, devenue depuis des décennies le symbole planétaire de l'innovation, à Alger, qui s'affirme désormais comme l'un des nouveaux carrefours technologiques du continent africain, un mouvement profond est en marche.

Si la Californie demeure le théâtre privilégié des idées révolutionnaires et le lieu où se forgent les tendances de demain, la capitale algérienne accueille, du 6 au 8 décembre, la 4e Conférence africaine des start-up : un événement qui incarne la montée en puissance d'une Afrique créative, audacieuse et résolument tournée vers l'avenir.

Cette édition, considérée comme la plus ambitieuse depuis la création de la conférence, rassemble 200 exposants venus présenter leur ingéniosité, leurs prototypes, leurs solutions numériques et leurs visions entrepreneuriales.

Durant trois jours, Alger deviendra un véritable laboratoire d'esprits brillants, un espace où les innovations locales et continentales se rencontrent, se mesurent, se complètent.

L'effervescence attendue fait de cette rencontre un baromètre essentiel du futur technologique et économique de l'Afrique.

La portée internationale de l'événement est renforcée par la présence impressionnante de 300 experts issus de plusieurs continents, accompagnés de plus de 150 investisseurs prêts à identifier les futurs champions africains.

À cela s'ajoute la participation d'organisations internationales, de représentants institutionnels, d'incubateurs, de membres de la diaspora et de grands acteurs mondiaux de la Tech.

Une telle diversité transforme Alger en un pont inédit entre le continent africain et le reste du monde, offrant un espace de coopération et de dialogue stratégique d'une rare intensité.

Mais au-delà du prestige de l'événement, c'est une dynamique plus profonde qui s'exprime.

Les start-up sont désormais perçues comme des moteurs de croissance incontournables, capables de stimuler l'économie, de moderniser des secteurs entiers, d'améliorer la gouvernance numérique et de créer des emplois qualifiés.

Leur agilité, leur capacité à innover rapidement et leur adaptabilité les placent au cœur de la transformation économique mondiale. L'Afrique n'entend plus seulement observer cette mutation : elle veut y participer pleinement, voire en devenir l'un des pôles majeurs.

Pour cela, les financements constituent un levier déterminant.

Le renforcement des fonds de soutien, le développement d'incubateurs performants, la facilitation de l'accès aux marchés extérieurs et la possibilité d'obtenir des investissements internationaux sont autant de conditions qui permettent aux idées africaines de devenir des innovations concrètes.

L'Algérie l'a compris en créant son propre fonds d'appui aux start-up, sur recommandation du président de la République.

Ce dispositif illustre une volonté politique claire : bâtir un tissu économique fondé sur l'intelligence, la créativité et le potentiel entrepreneurial national.

Cette stratégie revêt d'autant plus d'importance que les talents africains sont fortement sollicités par les multinationales et les géants industriels, toujours prêts à attirer les meilleurs profils grâce à des moyens colossaux.

Pour contrer cette dynamique d'exode des compétences, il devient essentiel d'offrir aux jeunes innovateurs des perspectives réelles sur leur propre sol : financement adapté, environnement propice, visibilité internationale, accompagnement structuré.

L'Afrique ne doit pas être un simple vivier de talents, mais un territoire où ces talents s'épanouissent et construisent.

En accueillant la 4e Conférence africaine des start-up, Alger envoie donc un message clair : l'innovation africaine n'est pas un concept lointain ou futuriste. Elle est déjà là, foisonnante, ambitieuse et prête à devenir un pilier de l'économie de demain.

Le continent possède les idées, l'énergie créative, l'esprit entrepreneurial et désormais une volonté politique affirmée.

Il reste à consolider les passerelles, à multiplier les espaces d'échanges, à valoriser les succès locaux et à renforcer les structures d'accompagnement.

L'avenir de l'économie mondiale ne sera pas seulement écrit dans les campus californiens : il se forge aussi dans les hubs africains en pleine expansion. Et Alger, aujourd'hui, montre qu'elle est prête à jouer un rôle de premier plan dans cette révolution.

REDACTION